

ARMÉE ET MILITARISATION

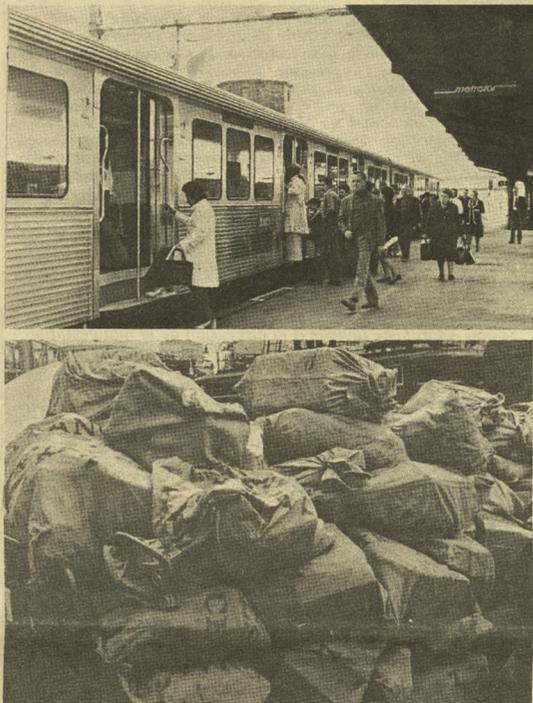
le monde libertaire

rédaction
administration
3 rue ternaux
75011 paris
805 34 08
ccp publico
11289 15 paris

Organe de la Fédération Anarchiste

N° 286 JEUDI 2 NOVEMBRE 4 F

hebdomadaire

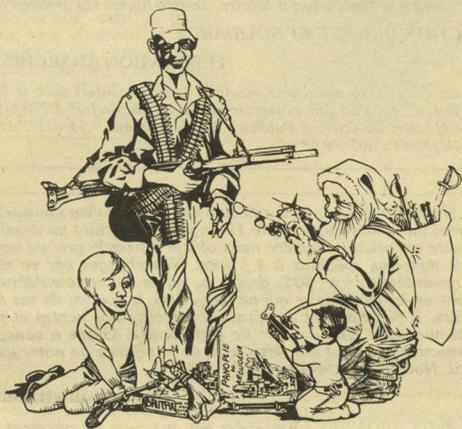


Contre la tentative de privatisation



GRATUITÉ DES SERVICES PUBLICS

PARIS : LE SALON DE L'ENFANCE EST OUVERT



ON B'EN POSE, NOUS,
DES QUESTIONS ?



BOITE D'ARTICULES

Pages 5 à 8
Supplément
Armée
et
Militarisation

Editorial

CETTE fois ça y est : la rentrée sociale a bien commencé! Grève illimitée dans la marine marchande, grèves tournantes dans les PTT, grèves à répétition à la SNCF, chez les éboueurs, pour ne citer que les plus importants mouvements qui assombrissent l'horizon du 3^e plan Barre.

Mais tout de suite une remarque importante s'impose : la plupart de ces mouvements ont plus un caractère défensif qu'offensif. Après la désillusion de mars dernier, un certain flottement affecte toujours les deux centrales syndicales les plus impliquées dans l'échec de la gauche, la CGT et la CFTD ; les troupes n'ont pas encore retrouvé le moral, malgré les appels répétés, mais de pure forme, de leurs dirigeants. Face à ce recul de la combativité des travailleurs, le patron et l'Etat ont tenté d'augmenter la pression en rognant les acquis des luttes précédentes, et c'est dans la riposte à cette attaque de front orchestrée par l'Etat-patron que les organisations syndicales ont réussi à puiser des ressources nouvelles.

Et c'est bien de l'Etat que vient l'offensive, car c'est surtout dans le secteur public et nationalisé que les projets sont les plus ambitieux. En clair, il s'agit, dans le cadre de la règle giscardienne de « retour progressif à la libre concurrence », de faire éclater l'ensemble des services publics actuels pour faire passer au secteur privé leurs activités les plus rentables. Ainsi, le plan de réorganisation de la poste (mécanisation du tri, diminution des effectifs...) ne vise qu'à augmenter son déficit et son discrédit auprès du public pour permettre de privatiser les Télécommunications qui, elles, sont hautement rentables. De même, à la SNCF et à la RATP, le rapport Guillaumat prévoit le passage au privé de l'exploitation des grandes lignes (les plus rentables, bien sûr, avec les trains de luxe, TGV, RER,....) tandis que les secteurs déficitaires resteraient « service public ».

La conséquence la plus importante pour les

employés de ces services, c'est bien sûr la perte de tous les avantages acquis dans le secteur public : sécurité de l'emploi, possibilités de mutation, avancement garanti, etc. Il est donc bien normal qu'ils ne l'entendent pas de cette oreille, même si le passage au privé leur laisse miroiter, comme le fait croire la propagande de l'Etat et des cadres, des salaires bien supérieurs.

Mais faut-il défendre le « service public »? Non, si l'on en garde la vieille conception qui oblige le fonctionnaire à se plier à toutes les exigences du service sans rechigner, conception qui risque d'impliquer l'interdiction du droit de grève, comme ce fut longtemps le cas. Oui, si cette notion est avant tout un argument pour combattre la rentabilisation de ces services, et si l'on tente de faire progresser la notion de gratuité des services publics.

Et on se trouve bien aujourd'hui face à une tentative de rentabiliser un large secteur de l'économie. La riposte la plus large et la plus unitaire, qui est seule capable d'obtenir les faveurs des usagers, passe par l'affirmation de la nécessité vitale de la gratuité totale des services publics, et en particulier des transports, alors que la politique actuelle est d'accorder des réductions considérables aux industriels, tant pour les voyages d'affaires que pour la publicité postée.

Un service public gratuit, c'est un service qui coûte moins cher. Plus besoin de guichetiers ni de composteurs dans les gares ni de contrôleurs dans les trains, plus besoin d'imprimer des timbres, ni d'entretenir des machines coûteuses ; l'ensemble du personnel détaché de ces tâches parasitaires viendrait renforcer les autres catégories de personnel, ce qui permettrait d'améliorer considérablement la sécurité et les conditions de travail. Voilà ce qu'il faut oser dire tout haut!

Bien sûr, une société basée sur le développement du profit ne peut accepter de telles propositions. Mais celles-ci sont le meilleur argument pour démonter ces mécanismes de la société capitaliste et pour faire mieux apparaître ses rouages et sa vocation première qui est l'exploitation du travail de l'homme, sans considération de l'utilité ou de l'inutilité d'une production.

FOP. 2520

Liste des groupes de la Fédération Anarchiste

PROVINCE

AIN : OYONNAX
 ALLIER : MOULINS
 ALPES-MARITIMES : ANTIBES
 AUBE : TROYES
 B.-D.-R. : MARSEILLE - AIX
 CALVADOS : HEROUVILLE - CAEN
 DOUBS : BESANCON
 EURE-ET-LOIR : GROUPE BEAUCE-
 RON
 GIRONDE : BORDEAUX - CADILLAC
 ILLE ET VILAINE : RENNES
 INDRE ET LOIRE : TOURS
 ISERE : GRENOBLE
 LOIRE ATLANTIQUE : NANTES
 LOT : GROUPE DEPARTEMENTAL
 LOT ET GARONNE : FUMEL - AGEN
 MAINE ET LOIRE : ANGERS
 MORBIHAN : LORIENT
 NIEVRE : NEVERS
 NORD - VALENCIENNES
 PYRENEES ATLANTIQUES : BA-
 YONNE - BIARRITZ
 RHONE : LYON
 HAUTE-SAVOIE : ANNECY
 ANNECY
 ANNECY
 SEINE MARITIME : ROUEN - LE
 HAVRE - GROUPE ESTUDIANTIN
 DE ROUEN
 SOMME : AMIENS
 TARN ET GARONNE ET AVEYRON :
 VILLEFRANCHE DE ROUERQUE
 VAR : REGION TOULONNAISE
 YONNE : FEDERATION DEPARTE-
 MENTALE
 HTE VIENNE : LIMOGES

* * *

BELGIQUE
SUD-LUXEMBOURG

LIAISONS PROFESSIONNELLES

LIAISON INTER - ENTREPRISES
 DES ORGANISMES SOCIAUX
 LIAISON DES POSTIERS
 LIAISON DES CHEMINOTS
 (édite *Voie libre*)
 LIAISON DU LIVRE
 CERCLE INTER-ENTREPRISE DE
 CALBERSON (Paris 18°)
 CERCLE INTER-BANQUES

RÉGION PARISIENNE

PARIS : 10 groupes répartis dans les
 arrondissements suivants : 2°, 5°,
 10°, 11°, 13°, 14°, 15°, 16°, 18°, 19°,
 20°.

BANLIEUE SUD

- FRESNES-ANTOY
 - GROUPE ESTUDIANTIN DE
 FRESNES-ANTOY
 - MASSY PALAISEAU
 - MASSY
 - ORSAY BURES
 - SAVIGNY SUR ORGE
 - CORBEIL ESSONNES
 - BRUNOY ET LIAISON SEINE ET
 MARNE
 - DRAVEIL
 - VILLENEUVE ST-GEORGES

BANLIEUE EST

- GAGNY, NEUILLY SUR MARNE,
 CHELLES
 - MONTREUIL

BANLIEUE OUEST

- GROUPE DES YVELINES
 - NANTERRE
 - ISSY LES MOULINEAUX, MEUDON
 BOULOGNE BILLANCOURT

BANLIEUE NORD

- VILLENEUVE LA GARENNE, LE-
 VALLOIS
 - ASNIERES
 - COURBEVOIE, COLOMBES
 - SEVRAN, BONDY
 - AULNAY, VILLEPINTE
 - ARGENTEUIL

LIAISONS

De l'Aisne, La Ferté-Macé-Flers, La
 Rochelle, Vierzon, Bégard, Concar-
 neau, Brest, Centre-Bretagne, Nîmes,
 Montpellier, Cherbourg, Chinon, St-
 Séver, Vendôme, Montoire, Blois,
 St-Etienne, Le Puy, Laval, Metz,
 Clermont Ferrand, Strasbourg, Nord
 Seine et Marne, Poitiers, Bourgoin.

Permanences des groupes

Groupe Paul Mignot d'Angers : tous les vendredis de 17 à 19 h à la librairie
 La tête en bas - 17, rue des Poëliers à Angers.

Groupe de Marseille : le samedi de 14 h 30 à 17 h au local de Culture et liberté
 72, bd. Eugène Pierre, 13 005 Marseille.

Groupe Orsay-Bures : les seconds et quatrième vendredi de chaque mois, à la
 Maison pour Tous de Courdimanche, Les Ulis, de 20 h à 22 h, salle Charlie Cha-
 plin.

Groupe Hédonien de Fumel : point de rencontre possible, au bar de l'Arnaque,
 17, rue Léon Jouhaux, tous les soirs après 21 h.

Région toulonnaise : le samedi de 15 h 30 à 19 h au local du cercle Jean Ros-
 tand, rue Montebello à Toulon.

Groupe Jacob : le lundi de 18 h à 20 h et le samedi de 14 h à 16 h, au 51 rue
 de Lappe, Paris 11°.

Groupe Emma Goldman : le jeudi de 17 h à 20 h et le samedi de 16 h à 18 h,
 au 51, rue de Lappe, Paris 11°.

Groupe Louise Michel : tous les samedis de 17 h 30 à 19 h, au 10 rue Robert
 Planquette, Paris 18°.

Groupe Proudhon de Besançon : tous les samedis de 15 h à 17 h, 97 rue Battant
 à Besançon.

Groupe de Lyon : tous les samedis à partir de 15 h au local ACLR (rez-de-chaus-
 sée) 13, rue Pierre Blanc à Lyon.

Groupe La Boétie : les seconds et quatrième mercredis de chaque mois à 20 h 30,
 Centre administratif, mairie d'Asnières.

Groupe Jules Durand, Le Havre et sa région : dans les locaux du Cercle d'Etudes
 Sociales, 16, rue Jules Tellier au Havre. Le lundi de 14 à 19 h, le mercredi de 15
 à 19 h, le samedi de 15 à 19 h.

Groupe Germinal : tous les jeudis de 19 à 20 h, café Le Métropole, avenue de la
 République à Issy les Moulineaux (face au terminus des bus 126 et 190). Tous les
 mardis de 19 à 20 h, petite salle du patronage laïc, 72, avenue Félix Faure, Paris.
 15° (métro : Boucicaut).

Le groupe libertaire
 La Boétie
 organise

MERCREDI 8 NOVEMBRE
 à 20 h 30

une conférence-débat
 au Centre Administratif
 d'Asnières
 (face à la mairie)

LA PSYCHIATRIE
 DE LA MEDECINE
 AU SOCIAL

Avec la participation
 du docteur Ferrière
 (médecin psychiatre)

Une présence anarchiste s'or-
 ganise en Lozère, tous les li-
 bertaires intéressés peuvent
 à cet effet contacter la liaison
 de Florac.

Un groupe est en forma-
 tion à MAULE dans les Yve-
 lines.

Formation d'un groupe liber-
 taire dans la région de La Ferté
 Macé-Flers dans l'Orne.

La liaison de Metz appelle
 tous les libertaires de la ré-
 gion à les contacter en vue
 de la création d'un groupe en
 Moselle et Meurthe-et-Moselle

DÈS OCTOBRE

Le groupe libertaire
 Louise Michel
 organisera
 le dernier vendredi
 de chaque mois
 de 18 h à 20 h
 une permanence
 consacrée aux

PROBLÈMES DES FEMMES

le premier samedi
 de chaque mois
 de 16 h à 17 h 30
 une permanence
 consacrée aux
 CHÔMAGE ET
 DROIT DU TRAVAIL

SOUSCRIPTION

PAYEN	50
DECURTY	50
LAPAJON	150
FRAPPA	200
ANONYME	50
BONNAIRE	200
TOURNIEUX	10
Sympathisant LCR	140
GALICHET	200
LEBORNEC	15
Gr. TROYES	374
PERRON	48
RIVIERE	10
GARCIA MANUEL	100
LAHUC	5
BONNET	26
MILLOT	125
BOLUDA	100
SEDES	50
CASTAGNO	82
ANONYME	100
OLLIVIER	200
FRESSONET	50
LOPEZ	7
BUREAU	150
BRUN	20
ROSELL	200
APPY	30
GIRAUD	20
ERIC MICHEL	46
LIAISON BLOIS	30
RICHARD	50
SACCO VANZETTI	100
NORMAND	10
Gr. PAUL MAUGET	300
AGRY	112
J. FELIX	100
PUBLICO	93
TOTAL	3 603

Directeur de la publication
 Maurice Laisant
 Commission Paritaire n° 55 635
 Imprimerie « Les marchés de France »
 44, rue de l'Ermitage Paris 20°
 Dépot légal 44 149 - 1° trimestre 77
 Routage 205 - Publi Routage
 Diffusion SAEM Transport Presse

Contre la répression militaire, contre toutes les armées

2000 MANIFESTANTS A RÉPUBLIQUE

A manifestation appelée le 27 octobre à République par
 la région parisienne de notre organisation, ne s'est pas dérou-
 lée sans incidents.

Dès 19 heures, le cortège, fort de 2000 manifestants, s'en-
 gage dans l'avenue de la République. A l'angle de la rue Ober-
 kamp, les premiers incidents éclatent. Alors que la police
 devait boucler la circulation, l'avenue de la République était
 complètement bouchée, la rue Oberkampf de même. Les au-
 tomobilistes sont plutôt calmes, sauf un individu, particulièrement
 excité, qui s'est mis à foncer à pleine vitesse au beau
 milieu de la manifestation. Plusieurs camarades furent ren-
 versés, dont un qui est resté dans le coma et transporté d'ur-
 gence à l'hôpital.

Profitant de cet incident, car on sait qu'aucune dignité ne
 les caractérise, une vingtaine d'autonomes ou présumés tels
 sont partis devant la manifestation. Mis à part le fait qu'ils
 donnaient plutôt l'impression de rassembler les potoirés du
 coin, les provocateurs conscients et des individus guidés par
 leur propre débillité, pas du tout rassemblés sur l'antimilita-
 risme, les autonomes ne gênaient pas outre mesure le cortège
 de la Fédération Anarchiste qui, lui, était venue manifester
 une solidarité révolutionnaire réelle avec tous les camarades
 insoumis, objecteurs, soldats et déserteurs emprisonnés.

Le cortège prend alors, un peu plus tard, la rue des Pyr-
 nées, et les « autonomes » vont de nouveau être à l'initiative
 des incidents qui feront la première page de l'édition de France-
 Soir du samedi 28 octobre. La rue commence à se dépaver,
 des vitrines éclatent, des voitures sont renversées. L'irrespon-
 sabilité politique, le manque de courage évident et le choix
 d'objectifs on ne peut plus banals, caractérisent la pagaille
 organisée des « autonomes ». C'est à ce moment que la Fédé-
 ration Anarchiste appelle à la dispersion de la manifestation,
 se désolidarisant totalement des actes provocateurs commis
 précédemment. La dispersion s'est faite normalement, elle
 aurait pu être sujette à d'autres affrontements.

Il reste à tirer plusieurs conclusions de ce rassemblement.
 Malgré le boycott de la presse (mis à part *Liberation*), 2000
 camarades se sont rassemblés Place de la République pour
 affirmer leur solidarité avec tous les emprisonnés. Le cortège
 était extrêmement combattif, démontrant combien les mani-
 festants étaient sensibles à ce sujet.

Les « forces de l'ordre » tiennent une grande part de respon-
 sabilité dans le sabotage de la manifestation. Celles-ci se sont
 contentées de suivre le cortège alors qu'il leur appartenait
 avant tout de régler la circulation.

A l'avenir, il faudra que les « autonomes » prennent beau-
 coup plus de précaution avant de saboter une manifestation
 organisée par la Fédération Anarchiste. On a bien vu toute
 la différence fondamentale qui sépare ceux qui se contentent
 d'un antimilitarisme « bris de vitrines » et ceux qui, avec la
 Fédération Anarchiste, ont tenu à affirmer leur combat résolu
 contre l'armée et la répression militaire.

Quoiqu'il en soit, nul n'empêchera la Fédération Anarchiste
 de continuer son combat antimilitariste. Des dizaines de ca-
 marades sont saisis par la justice, ils ont besoin de notre so-
 lidaire. Nous appelons tous les compagnons à rester vigilants,
 notre combat doit redoubler de vigueur.

Contre la répression militaire, contre toutes les armées :
 ACTION DIRECTE ET SOLIDARITÉ !

FÉDÉRATION ANARCHISTE

* La Fédération Anarchiste voudrait prendre contact avec le ma-
 nifestant qui s'est fait renverser et qui a été conduit à l'hôpital.
 Téléphoner ou écrire à *Publico* : 3, rue Ternaux - 75 011 PARIS
 Téléphone : 805-34-08.

Notre dernier congrès a décidé de faire paraître mensuelle-
 ment un numéro spécial de 12 pages comportant un dossier.
 Notre situation financière nous oblige à fixer le prix de vente
 des numéros spéciaux à 4 francs. Nos charges ont en effet
 augmenté d'environ 30% depuis un an ce qui est considérable
 pour un hebdomadaire qui ne vit qu'avec le soutien de ses lec-
 teurs. Il devient donc impératif d'accroître nos ventes et nos
 abonnements d'ici à la fin de cette année. Grâce à vous, le
 trimestre qui vient doit être celui de la relance de notre jour-
 nal. Nous comptons sur vous!

Les administrateurs

* AMIS ABONNÉS : n'attendez pas que votre abonnement ar-
 rive à échéance pour le renouveler. Faites-le dès maintenant.

SOUSCRIPTION

PUBLICO CCP 11289 15 M PARIS

Cette souscription doit nous per-
 mettre de réunir 200 000 F afin de
 pouvoir changer de locaux, de con-
 tinuer la formule du *Monde Liber-
 taire Hebdomadaire* avec numéro
 spécial de 12 pages chaque mois.

LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction-Administration: 3 rue Ternaux 75011 Paris
 Tél. 805.34.08 CCP Publico 11289.15 Paris

TARIF		
	Sous pli fermé	Etranger
3 mois	35 F	40 F
6 mois	65 F	80 F
12 mois	125 F	150 F

* Tarif Etranger: RFA, Belgique, Suisse, Italie, Canada.

Abonnez
 vous

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner 3 rue Ternaux 75011 Paris (France)

Nom..... Prénom.....

N°..... Rue.....

Code postal..... Ville.....

départir du N°..... (inclus)..... Pays.....

Abonnement Réabonnement

Règlement (à joindre au bulletin):

Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre-poste.

Répression

QUAND LES C... VOLERONT
TU SERAS CHEF D'ESCADRON !

Poursuivi pour « AVOIR A BRAUD-ST-LOUIS, LE 28 JUIN 1978, OUTRAGÉ PAR GESTE LE CHEF D'ESCADRON MAILHOU, COMMANDANT LA COMPAGNIE DE GENDARMERIE DE BLAYE, DANS L'EXERCICE DE SES FONCTIONS, EN BRAQUANT SUR LUI UN APPAREIL PHOTOGRAPHIQUE ET EN LE PHOTOGRAPHIANT, OU EN FAISANT LE SIMULACRE DE LE PHOTOGRAPHIER », Jean-Marc Raynaud sera jugé au tribunal correctionnel de Bordeaux le 14 novembre 78 à 14 h (vous êtes tous invités).

A première vue, tout cela semble s'apparenter à un gag sorti tout droit du cerveau embrumé du père Ubu, et pourtant!

Des faits comme celui-là, il s'en produit tous les jours et leur nombre témoigne à l'évidence d'une réalité qui n'a rien d'un rêve. Quand la répression se massifie au point d'être complètement aveugle et perd comme dans le cas présent jusqu'au sens du ridicule, il est permis de s'interroger sur sa signification sociale. Le fascisme au quotidien qui étale ainsi, lamentablement, sa sinistre réalité sous nos yeux, préfigure à n'en pas douter un totalitarisme qui n'aura rien à envier aux experts en la matière que sont certains pays de l'Est ou d'Amérique latine.

Décidément, 1984 approche à grands pas et il n'est peut-être pas très éloigné le temps où le seul fait d'avoir eu l'impudence de ne pas baisser les yeux en croisant un porteur de képi sera suffisant pour se voir traîné devant un tribunal et échouer pour quelques années dans un goulag ou un asile psychiatrique.

Ceux qui trouvent toujours de bonnes excuses à l'injustice ou à l'oppression que subissent les autres ne manqueront pas de me dire que j'exagère et qu'à tout le moins mes extrapolations prospectives sont osées. Voyons donc les faits!

Le 28 juin 78, je m'étais rendu à Braud-St-Louis pour y signer le registre d'enquête d'utilité publique sur les pompages d'eau de la centrale nucléaire qui s'édifie depuis maintenant deux ans. Je suis parfaitement conscient de l'inutilité de ce genre de consultation pseudo-démocratique, mais en consigniant mes observations je témoigne pour l'avenir que la folie qui rompt peu à peu l'équilibre mental des constructeurs des nouveaux temples de la mort radieuse n'est pas géné-

rale. Un certain nombre de personnes étaient là également pour exercer leurs droits de citoyens, et c'est sous la protection bienveillante de gendarmes baillant à qui mieux mieux que les signatures étaient recues à la mairie. Seul un homme tranchait dans cette ambiance paisible : bousculant les gens, proférant des menaces, il n'arrivait cependant qu'à susciter des sourires condescendants. Les gens de la région se sont peu à peu habitués aux gesticulations inconsidérées de celui que les mauvaises langues du cru considèrent comme un « psychopathe en uniforme ».

Lassé de faire la queue et n'appréciant nullement ce genre de voisinage, j'étais allé sur la place de la mairie attendre au calme que la queue pour signer s'estompe. Manière comme une autre de passer le temps, j'ob-



servais alors le paysage, dont la façade de la mairie, dans le viseur d'un appareil photo dont un ami, craignant des incidents, m'avait confié la garde. Stupéfait, je vis soudain surgir un forcené de la mairie. M'arrachant l'appareil des mains, il me mena « rondement » à la fourgonnette de la gendarmerie. C'est ainsi que j'appris que photographier la façade d'une mairie constituait un délit dès lors qu'un gendarme s'y trouvait. Le gag dans le cas présent c'est que je n'avais nullement pris de photo. La pellicule vierge qui se trouvait dans l'appareil témoignait de ma bonne foi. Qu'à cela ne tienne, faire le simulacre de prendre une photo suffit à constituer un délit. Absourdi par l'incohérence de tels propos, je n'insistais pas et, regagnant ma voiture, j'éu encore la bonne surprise de voir ce brave commandant de gendarmerie me foncer dessus en ameutant sa troupe et en donnant l'« ordre » de me coller un P.V. : numéros minéralogiques pas visibles. Ecccœuré, je me décidais enfin à plier bagages. Rappelons pour mémoire que les gendarmes de ma commune, à qui je rendis visite le lendemain, témoignèrent de la parfaite lisibilité de ma plaque minéralogique. Le P.V. me fut donc retiré, mais chacun comprend aisément que le problème n'est pas là.

Voilà, c'est tout! C'est bête, c'est méchant, mais c'est la réalité.

Ingénu, je pensais que le coup de sang d'un commandant de gendarmerie aux nerfs fragiles n'ébranlerait en rien la sérénité de dame justice. Erreur! Grave erreur!

Soyons sérieux, la sinistre réalité qui se cache sous ce qui pourrait n'être qu'un mauvais vaudeville, c'est la volonté claire d'intimider, de réprimer tous ceux qui ne chaussent pas les gros sabots de la résignation devant l'oppression, l'injustice ou la folie meurtrière des apprentis sorciers qui mettent en jeu la vie même de la planète.

J'oubliais, je suis un membre connu des « Amis de la Terre » des îles de Saintonge et je suis également connu comme militant anarchiste. Signer de mon nom dans *Le Libertaire* me vaut l'honneur de la visite de la DST (excusez du peu) pour signaler discrè-

Nationalistes, démagogues
et... phalocrates!

Bordeaux - vendredi 20 - 18 h

Un copain et une copine vendent le ML gare St-Jean. Une dizaine de militants du PC distribuent des tracts. Une discussion du plus haut niveau s'instaure entre l'un d'eux et notre copine :



— Je t'achète tous tes ML et tu viens avec moi.
— Je ne peux pas, je suis avec un copain!
— Ça va pas! Je ne vais pas m'enfiler ton copain aussi!...

Gr. Bordeaux

Le Havre

Erreur
de
cible

Le port du Havre n'est pas un lieu privilégié pour les manifestations. Aussi c'est avec curiosité et sans acrimonie particulière que les dockers présents au chargement du *Rio Colorado*, navire argentin, virent arriver sur le quai Johannes-Couvert une trentaine de personnes venues manifester contre la répression en Argentine et s'opposer au chargement de chars et de munitions sur le navire. Après déploiement de banderoles et diffusion de tracts, les manifestants se mirent à contempler douloureusement d'innocentes caisses de pièces autos qu'ils prenaient visiblement pour les fameux chars... ce qui eut le don de faire ricaner docement les dockers présents qui rappellèrent charitablement et avec une pointe d'ironie que depuis des décennies ils se refusent à charger armes et munitions de guerre à destination de quel que pays que ce soit.

On peut donc s'interroger sur l'implantation ouvrière et les connaissances syndicalistes des diverses chapelles gôchistes présentes à cette « manif »!

J.-P. JACQUINOT
J. ELLOY

P.S. — Ces quelques remarques sur cette manifestation ne nous empêchent nullement, nous travailleurs anarchistes, de nous solidariser avec toute action sérieuse et concrète de soutien à tous les opprimés de par le monde.

Jean-Marc RAYNAUD

QUESTIONNAIRE

Renvoyez ce questionnaire à Publico-Administration 3, rue Ternaux 75 011 PARIS

A Comment avez-vous connu *Le Monde Libertaire* ?

- par voie d'affiches
- par publications ou livres
- par les ventes à la criée
- dans un kiosque ou une librairie
- par relations personnelles
- autres

(mettez une croix X dans la case correspondant à la proposition de votre choix)

B

1) Si vous êtes abonné au *Monde Libertaire*, l'êtes-vous depuis :

- moins d'un an
- plus d'un an
- plus de deux ans

2) Si vous achetez *Le Monde Libertaire* au numéro, l'achetez-vous :

- occasionnellement
- toutes les semaines
- depuis moins d'un an
- depuis plus d'un an

L'achetez-vous toujours au (x) même (s) endroit (s) ?

- OUI
- NON

Avez-vous des difficultés à le trouver ?

- OUI
- NON

2a) Vous procurez-vous *Le Monde Libertaire* auprès de militants

- OUI
- NON

C

Physionomie du lecteur

Le sondage peut prendre parfois un caractère inquisiteur susceptible de choquer certains camarades. Pour cette raison, nous limitons nos questions dans ce paragraphe. Nous rappelons que ce questionnaire peut rester anonyme.

1) Lisez-vous régulièrement des journaux d'expression anarchiste autres que *Le Monde Libertaire* ?

- OUI
- NON

Si oui, pouvez-vous dire lesquels ?

2) Lisez-vous régulièrement d'autres journaux de la presse politique ou/et révolutionnaire ?

- OUI
- NON

Si oui, pouvez-vous dire lesquels ?

3) Appartenez-vous à un mouvement spécifique de défense tel que UPF, Libre Pensée, Amis de la Terre, MLF, etc. ?

- OUI
- NON

Si oui, pouvez-vous dire lequel ?

(suite au verso)

S'ABONNER AU MONDE LIBERTAIRE, C'EST UNE FAÇON DE LE SOUTENIR !

en bref...en bref...

La lutte continue

Depuis le 16 octobre les travailleurs de l'hôtel Suffren La Tour sont en grève pour l'amélioration de leur condition de travail et de salaires. Syndiqués et non syndiqués se sont organisés en comité de grève et déterminés à poursuivre cette grève jusqu'à la satisfaction de leurs revendications. Pour tous contacts : Comité de grève, permanence de 8 h 30 à 14 h à la Cafeteria de l'hôtel. Tel. : 578 61 08 poste 749.

Près de nous

Cette année, l'Union Pacifiste de France tiendra son congrès le dimanche 12 novembre à partir de 9 heures à Suresnes, dans les locaux du centre aéré, près du Mont Valérien.

Jean-Pierre Marchand monte un récital, du 15 au 18 novembre, à 20 h 45, au centre culturel 17, 47, rue de Saussure, à Paris 17^e. Places : 20 F, réduction : 15 F

Le studio St-Severin présente depuis le mercredi 27 octobre le film de Jean-Michel Carré « Alerte les bébés » (grand prix du festival international du cinéma direct 1978). Un grand nombre d'éducateurs psychologues et chercheurs ont participé à l'élaboration de ce film qu'il est intéressant de voir en cette période scolaire perturbée.

L'association Le vent du ch'min recherche pour une exposition à la bibliothèque de Béthune des dessins, lithos, du dessinateur anarchiste ARISTIDE DELANNOY (1880-1911) Ecrire au Vent du ch'min 5 bis, rue Vachette 93 200 ST-DENIS

Les tarés de l'armée ont encore frappé!

DANS la nuit du 20 au 21 septembre, un tract reprenant les propositions de la campagne nationale pour les transports gratuits et les droits démocratiques des soldats, est distribué à la caserne de l'EAT de Tours. Par la suite, cinq appelés sont convoqués et interrogés par la sécurité militaire. Sous l'accusation de « distribution d'un tract antinational », ils seront mis aux arrêts de rigueur pour 60 jours...

Aussitôt prévenues, les familles des cinq soldats se sont adressées dans une lettre rendue publique par la suite, aux autorités militaires de l'EAT pour obtenir davantage de renseignements quant au motif de l'emprisonnement et sur les conditions de détention des emprisonnés.

CCA, MAN, CDLM, CFDT-Santé, d'anciens appelés-comitards et la FA. Aussitôt constitué, le collectif décidait d'une conférence de presse pour rompre le mur du silence que la hiérarchie de l'EAT espérait maintenir. Un avocat, représentant du CDLM, exposa à la dizaine de journalistes venus



Devant le silence des autorités militaires, les familles et plusieurs organisations politiques et syndicales décidèrent alors de former un collectif large sur les deux points suivants : libération immédiate des soldats emprisonnés et respect des droits démocratiques des soldats dans l'institution militaire. La création de ce collectif devait d'ailleurs poser quelques problèmes puisque aussi bien le PC que le PS refusaient d'y participer, de la même façon que l'UIS-CFDT, l'UL-CGT et la FEN! Le prétexte est bien connu : nos bureaucrates ne désirent pas travailler avec les « irresponsables » et « ceux qui critiquent continuellement nos actions ».

Cette position, qui révèle la façon dont ces « représentants des travailleurs » conçoivent le pluralisme et le droit à la critique, attrista profondément le délégué de la LCR qui, à cette occasion, aurait bien voulu que se réalise cette unité que personne, en définitive, ne souhaite. Seules répondaient à l'appel des familles les organisations suivantes : PSU, OCT, MAS, LCR, CNSLS, LDDH,

à cette conférence le cas des cinq appelés. Son premier objectif atteint, le collectif de soutien prit la résolution d'organiser un meeting dans l'intention d'informer les Tourangeaux. De ce meeting, le collectif tira un bilan positif compte tenu de la présence de 200 personnes et de l'écho grandissant qui se dégageait autour de la solidarité aux cinq soldats. Pour notre part, un camarade du groupe définit à plusieurs reprises le sens de notre participation progressive de la société, donc de l'aide à apporter à tous ceux qui s'y opposent. Car nous sommes convaincus que la question de fond reste le refus de toute armée, dernier rempart de la bourgeoisie et de l'Etat. Ces précisions s'accordent cependant avec notre attitude de solidarité pour des appelés victimes de l'arrogance inhumaine des crevures de l'EAT.

Le succès du meeting détermina les membres du collectif à continuer la lutte d'autant plus qu'aux dernières nouvelles, les cinq soldats auraient été mutés à Paris. Une manifestation étant prévue pour le lundi

6 novembre à 17 h 30 place de Strasbourg, le groupe Maurice Fayolle appelle l'ensemble des sympathisants et des libertaires à y participer afin de contribuer à sa réussite et ainsi de faire céder les autorités de l'EAT.

Gr. Maurice Fayolle
Tours

ENCORE UNE INJUSTICE !

Décerner le prix Nobel de la paix à Sadate et Begin le jour même où nous organisons une manifestation contre toutes les armées, voilà au moins une décision qui ne manque pas d'humour...

Chacun sait que la guerre n'a jamais véritablement cessé au Moyen-Orient et n'est sans doute pas près de le faire. Le discours que nous avons tenu, vendredi soir dans les rues de Paris, était, lui, sans équivoque. Réclamer la disparition de toutes les armées pour mettre fin aux crimes des scélérats qui les composent, voilà qui est net !

Hélas, le prix Nobel de la Paix nous a encore échappé et notre secrétaire général ne revêtra pas son queue de pie pour aller chercher une récompense pourtant méritée.

Devant de telles injustices criantes, on se prendrait à douter de tout. Et devant l'envie qui nous prend alors de tout casser, on se laisserait aller à s'engager pour 5 ans, au moins...

Julien ROBIN



Antimilitarisme

Depuis le 23 octobre, Christophe Marquis fait la grève de la faim au Fort Neuf de Vincennes, devant le refus de l'armée de lui accorder le statut d'objecteur de conscience, et de plus il ne reconnaît pas le droit aux TPFA de la juger.

Le CLO organise des réunions d'informations le samedi 4 novembre à 14 h, au 46, rue de Vaugirard à Paris 6^e, et le mardi 7 novembre à 19 h 30 à l'AGECA, 177, rue de Charonne, Paris 11^e.

Prisons

Actuellement, M. Schrub, juge d'instruction, détient à Nîmes, dans la plus parfaite illégalité, 3 personnes (Hebrard, Peelegrin, Requet) inculpées lors de l'affaire du hold-up d'un bureau de poste en 1974, et envers lesquelles ne pèse aucune preuve. Depuis deux ans (déjà!), ce juge joue avec la liberté des individus sans parler des innombrables actes illégaux commis (écoutes téléphoniques, interdiction de parler, interrogatoires quelques peu longs - 11 h 50 sans interruption, etc.). Pierre Moulin, avocat de Jean Pellegrin, a demandé l'ouverture d'une enquête sur les agissements de ce juge. Suivant les textes et la filière juridique, la plainte a été transmise par le procureur de la république de Nîmes à la chambre criminelle de la cour de cassation qui n'a pas tenté d'étouffer l'affaire et a transmis le dossier au parquet de la cour d'appel de Lyon. Le 13 juin, une information a été ouverte contre le juge Schrub qui, en ce mois de novembre, est toujours magistrat instructeur de l'affaire.

Dans le sens contraire à l'action menée par Roland Agret, dont nous avons parlé dans le ML 284, le CAP et le groupe de Toulon de la FA tentent de briser le mur du silence entourant cette affaire et surtout de vider les prisons plutôt que de les remplir un peu plus, même avec un Schrub. Pour un complément d'informations, contactez : le CAP-Groupe toulonnais de la FA, G.B. BP 3028-83 059 Toulon Cedex.

QUESTIONNAIRE

- AGE
- Moins de 20 ans
 - 20 à 25 ans
 - 25 à 35 ans
 - 35 à 50 ans
 - 50 à 65 ans
 - plus de 65 ans
- PROFESSION EXERCÉE :
- Lycéen-étudiant
 - Manuel (ouvrier-paysan)
 - Employé
 - Techniciens
 - Cadre
 - Profession libérale
 - Autre

D Présentation du journal

- 1) Critiques de forme
- Est-il clair, bien présenté ?
 - Est-il austère, difficile à lire ?
 - Variable suivant les numéros ?
- Suggestions
- 2) Critiques de fond
- Est-il trop critique, négatif ?
 - Intellectuel, trop complexe ?
 - Superficiel ?
 - Mal écrit ?
 - Théorique ?

3) Souhaiteriez-vous :

- davantage d'articles théoriques
 - davantage d'informations sur l'activité militante
 - davantage d'informations sur les luttes ouvrières et syndicales
 - davantage de commentaires sur les grands événements sociaux
 - davantage d'analyses sur les partis politiques
 - davantage d'articles historiques
 - davantage de photos ou de dessins
- (numérotez de 1 à 7 par ordre de préférence)

Indiquez-nous vos suggestions sur un contenu possible du Monde Libertaire (rubriques, articles, divers)

E

Le Monde Libertaire reflète-t-il l'action et l'idéologie de la Fédération Anarchiste ?

OUI

NON

F

Êtes-vous prêt à supporter l'effort financier nécessaire à notre passage à 12 pages et à l'acquisition de moyens techniques qui rendrait notre journal autonome en participant à nos souscriptions

OUI

NON

Faites-nous vos suggestions

S'ABONNER AU MONDE LIBERTAIRE, C'EST UNE FAÇON DE LE SOUTENIR !

ARMÉE ET MILITARISATION

C'est à travers l'enseignement tiré du livre cité en exergue, dont nous n'avons pas à décrire le contenu, le titre se suffisant à lui-même, que les instituteurs envoyèrent des milliers de travailleurs se faire massacrer dans les tranchées de 14-18. On ne peut parler de l'armée sans que ce mot s'associe aussitôt à des vocables inventés par la bourgeoisie ou l'église pour maintenir la population dans une soumission morale et l'acceptation d'une situation économique et sociale : devoir et patrie. Le gouvernement, les états-majors et média entretiennent cet état d'esprit à grands renforts publicitaires en remodelant leur propagande sous un vocabulaire remis au goût du jour. L'armée, trique de l'Etat, apparaît désormais comme un « service civique » dû à la nation. Le contingent aide les populations en détresse, en Chine il reconstruit le pays, en Hollande il dépanne les automobilistes imprévoyants, etc.

Voilà l'armée telle qu'on nous la présente depuis quelques années, en oubliant bien sûr de rappeler son rôle dans ces quelques événements qui rougissent les pages de l'histoire et les terres lointaines d'ex-colonies françaises. Cette armée « au service du peuple » garde sa structure propre (pilier offensif ou défensif de l'Etat) au-delà de laquelle le gouvernement ne pourra apporter de réformes ou restructurations sous peine de voir disparaître son « dernier rempart ». C'est pourquoi nous pouvons dire que l'armée de Videla, celle de Giscard ou la garde de la reine sont des produits du même moule, dont les « activités » dépendent uniquement de la situation politique et sociale du moment. Le soldat, tout en évoluant dans les mêmes structures autoritaires qu'au début du siècle, peut arriver à s'intégrer à la vie militaire en connaissant de meilleures « conditions de travail ». Il ne s'agit plus pour lui d'aller se battre mais de s'ennuyer un an au service de la France. Et l'état-major le maintiendra dans cet esprit jusqu'au moment où... il faudra bien mater une grève, faire le jaune, etc.

Quant à nous, nous nous étions habitués à entendre les propos grandiloquents sortis du vocabulaire imbécile de l'ensemble des politiciens qui encombrant les écrans, ondes ou colonnes de journaux. Mais aujourd'hui, ces discours ont passé progressivement au second plan au profit d'un langage venu d'ailleurs, plus « révolutionnaire » mais tout autant démagogique. De jeunes loups sont entrés dans la mêlée...

Chacun se souvient ici de la lutte menée par notre camarade Louis Lecoin pour qu'enfin les objecteurs obtiennent un statut. Statut bancal remis en cause par un grand nombre d'objecteurs et insoumis mais qui, au moment de son élaboration, a fait connaître à toute une population l'existence d'un mouvement antimilitariste demeuré jusqu'alors inconnu et marginal. Ce mouvement a pu paraître réservé aux seuls anarchistes. Les témoins de Jéhovah, de bons chrétiens, se sont trouvés et se retrouvent au fond des prisons aux côtés des anarchistes pour leur refus de porter les armes et l'uniforme. Avant l'obtention du statut, ces témoins (de quoi ?) refusaient l'encasement en accaparant la qualité d'objecteur. Après 1962, ces religieux ont maintenu à la force du poignet

Pour une armée au service du peuple ?

des martyrs dans les cachots en invoquant des raisons plus antimilitaristes les unes que les autres pour refuser toute négociation avec l'Etat. Le reste de l'église, cathos, curés avant-gardistes, etc., n'est pas resté inactif et s'est introduit dans les comités ou organisations anti-militaristes de toutes sortes, en les vidant de leur contenu originel révolutionnaire pour y intégrer sa propre idéologie. Ce tour de passe-passe a permis à l'église de faire basculer un antimilitarisme profondément libertaire au profit d'un mouvement surnageant dans le marasme de la bonté et d'un humanisme à 4 sous.

Cette implantation n'est pas unique dans l'histoire mais est le fait de margoullins qui, en récupérant les propositions politiques et morales d'une pensée,

divers programmes des comités de soldats prônés par les organisations trotskistes. Nous ne désirons pas ici nous couper de la lutte menée par les appelés dans les casernes mais simplement la remettre à sa véritable place : combat réformiste dans le cadre d'un organisme autoritaire. En aucun cas l'existence de comités de soldats se cantonnant dans une lutte de revendications suffit à lui attribuer un caractère révolutionnaire. On peut aisément imaginer que l'armée survivra avec en son sein un quelconque comité au même titre qu'une entreprise conserve sa structure hiérarchique et son caractère d'exploitation avec dans ses murs des organisations syndicales ou des organismes sociaux.

Pendant une lutte réfor-

« O mon frère, marchons toujours la main dans la main, unis par un même amour pour nos parents, notre patrie et notre devoir ».

Le tour de France par deux enfants

est imbriqué et qu'un problème ne puisse être réglé sans qu'avec lui tous les autres le soient. Le problème posé par les comités de soldats entre exactement dans le même cadre. Pour nous, les comités de soldats ou organismes antimilitaristes de tout horizon, ne sont que des points de départ particuliers pour un développement de notre propagande sur l'armée, c'est-à-dire sa destruction définitive. Et c'est ce qui fait toute la différence d'avec les méthodes gauchistes. L'amélioration du contenu de la gamelle, les transports gratuits, le soldat smicard restent du domaine de la revendication. Nous pouvons à la rigueur soutenir ou nous solidariser aux demandes des appelés, mais en aucun cas nous ne faisons de ces revendications des propositions révo-

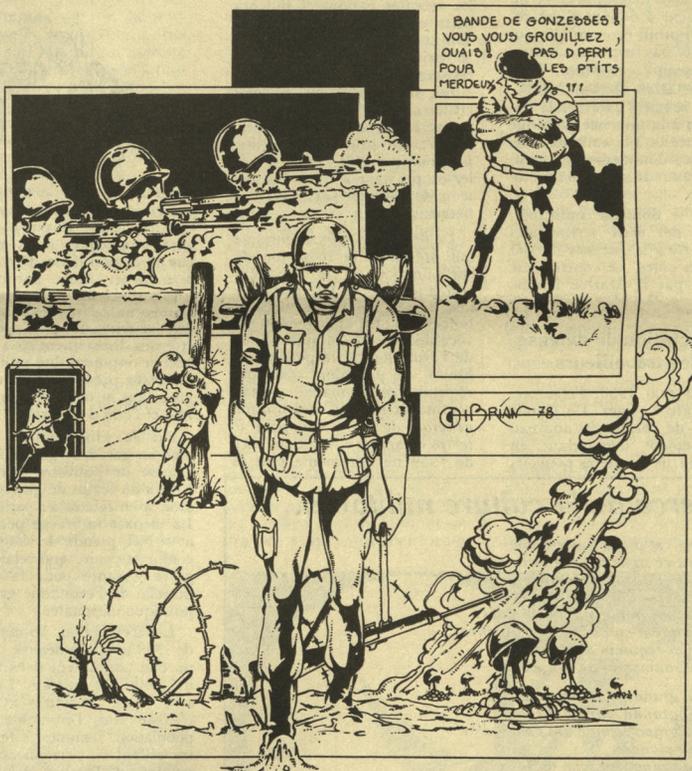
pelé allemand ou hollandais est chevelu, smicard, peinar, mais est toujours soldat. L'ensemble des revendications réclamées à cor et à cri par le mouvement trotskiste peut facilement se rattacher au programme électoral d'un quelconque parti démocratique.

Il ne s'agit pas pour nous de dénigrer les combats menés par les militants gauchistes, catholiques ou humanistes contre l'armée, mais simplement de les remettre à leur véritable place qui n'a rien à voir avec l'antimilitarisme. C'est pourquoi nous voulons redonner à ce dernier son caractère originel. Il s'agit avant tout d'un combat contre toute structure répressive et autoritaire. Et c'est ce qui a fait des anarchistes, de tous temps, des antimilitaristes et vice-versa.

Cette conclusion ne peut être définitive que dans la mesure où nous situons correctement le terrain de lutte du mouvement antimilitariste. Des confusions se sont faites sur le caractère véritable de l'antimilitarisme propagé par divers mouvements humanistes, croyants ou marxistes, non seulement parce qu'ils se cachaient derrière des vocables et tactiques révolutionnaires, mais également parce que le mouvement renfermait en lui-même ces déviations. En se séparant - vue la nécessité de mener un combat spécifique - de l'ensemble de la pensée dont il était à l'origine, le mouvement antimilitariste a dû accepter les avantages et travers d'une telle pratique. En dégageant un attrait pour une certaine couche de la population plus attirée par ses propositions que par une opposition plus complète aux problèmes posés par le capitalisme, il se devait de se faire accepter non plus comme partie d'un tout, mais comme menant une lutte autonome. Et c'est cette « autonomie » qui fait qu'un mouvement spécifique (antimilitariste ou autre), en rompant avec sa particularité propre, représentée par un combat de remise en cause globale, en fait un mouvement intemporel dont le caractère révolutionnaire s'effrite au fil des ans.

Si le mouvement antimilitariste veut retrouver son caractère de lutte originale et radicale, il doit se sortir du bourbier où il s'est placé et se rattacher à une pensée de combat qui se situe ailleurs que dans l'ensemble de celles qui se sont intégrées au capitalisme : l'anarchie. De cette façon, il évitera de tomber dans les déviations gauchistes ou réformistes qui font de lui un mouvement sans originalité aucune, plus ou moins intégré à la société qu'il est censé combattre.

Thyde ROSELL



leur ont oté leur caractère révolutionnaire pour tenir des propos réformistes facilement assimilables par une société de classe. L'antimilitarisme n'a pas échappé à la règle.

Le gauchisme, à l'opposé de ses prédécesseurs en soutane, a accouché d'un antimilitarisme nouvelle vague - dans le vocabulaire et dans la forme - et qui ne présente d'antimilitarisme que le nom. A la remorque de leurs grands frères stalinien, ces nostalgiques d'Octobre, du Che ou de Cuba rêvent à une nouvelle image de marque de l'armée. Après s'être fatigués à soutenir la « juste lutte du peuple armé contre l'impérialisme », ils se sont rabattus sur la grande armée prolétarienne au service des travailleurs. Programme alléchant pour tout innocent se faisant prendre dans les mailles du filet tissé dans les

littéraires. Elles ne seront révolutionnaires que dans la mesure où elles seront reléguées au profit d'un combat d'une autre envergure visant à la destruction de l'institution armée. Les soldats, en comité ou non, ont toujours manifesté leur mécontentement et notre rôle n'est pas de maintenir ces mouvements souvent spontanés dans un carcan revendicatif nullement dangereux pour la survie de la trique de l'Etat, mais de les pousser vers des bases révolutionnaires, en un mot : antimilitariste, et qui, dans ce cas seulement, peuvent faire basculer corps et âme notre glorieuse et vaillante armée française.

Pour preuve, il n'est qu'à observer la nouvelle devanture militaire réalisée par les social-démocraties européennes. L'ap-



P. VAUTHIER

Production et vente d'armement

Depuis 1945, un nombre important de secteurs économiques sont liés de manière permanente à l'institution militaire. Cette militarisation croissante de l'économie contribue à limiter l'importance des crises en jouant un rôle de régulateur économique (ex. dernièrement la construction navale occupée par la commande d'un nouveau sous-marin nucléaire, Berliet sortant d'une situation critique grâce à sa production militaire - 8% de son chiffre d'affaire).

L'Etat, par le contrôle du complexe militaro-industriel, limite l'ampleur et la gravité des crises économiques. Il garantit l'écoulement de la production en se portant client ou en s'engageant à en trouver. Pour cela, il assure la promotion des ventes par des stands d'exposition (Satory, le Bourget, Brest, Lorient, etc.), des ministres jouant les voyageurs de commerce, des militaires servant de conseillers techniques, et par la création et l'entretien des conflits.

De plus, l'Etat finance les programmes et la recherche. Le budget national pour les dépenses militaires (par tête d'habitants) amène la France en quatrième position par rapport aux autres pays et cela sans ajouter les fonds qui ont souvent une destination militaire (crédits du commissariat à l'énergie atomique, de la recherche scientifique, du centre national d'étude des spatiales, etc.).

Les « secteurs industriels de pointe » rendent le domaine militaire moteur de la technologie en consacrant 20% des chiffres d'affaire en recherche alors que dans le domaine civil seulement 3 à 10% sont employés. Des secteurs représentant un intérêt pour la société sont délaissés au profit de l'industrie de l'armement.

En France environ 3 millions de personnes seraient directement concernées dans leur vie économique par le phénomène militaire. Cette estimation est encore loin de la vérité si l'on tient compte par exemple de tous les inactifs dont la vie économique dépend du revenu d'un actif qui tire son salaire du fait militaire. La militarisation de l'économie qui, à court terme, limite la crise du capitalisme, véhicule petit à petit ses propres contradictions. En effet le complexe militaro-industriel mobilise une grande partie des ressources humaines pour la création de produits qui ne sont pas achetés avec les revenus acquis par leur production. La militarisation accentue donc la différence entre le taux de croissance de la masse monétaire et celui des marchandises courantes. L'impact que joue la militarisation sur l'emploi et le soutien de la demande durera-t-il encore longtemps ?

Militarisation de l'espace aérien

L'espace aérien est divisé en deux parties : une zone civile et une zone militaire.

La zone de circulation du trafic civil se situe au-dessous du niveau 200 dans des couloirs aériens saturés. Le reste appartient à l'armée, le trafic des longs courriers devant s'effectuer sur des itinéraires précis.

L'armée se trouvant quand même à l'étroit, elle réquisitionne de plus en plus souvent une ou plusieurs zones au-dessous du niveau 200, supprimant ainsi des trajectoires civiles.

La militarisation de l'espace aérien s'accompagne de la militarisation du personnel « civil ». Les contrôleurs aériens se voyant, par la loi du 2 juillet 64, supprimer le droit de grève. De plus le plan Clément Marot pré-

SOCIÉTÉ MILITARISÉE

L'armée et l'uniforme ne sont que les aspects visibles d'un véritable iceberg de moyens répressifs. La militarisation de la société est un fait et existe déjà.

Le système capitaliste, en France, traversant une étape de transition entre l'économie nationale (libéralisme économique total à l'intérieur, concurrence sur les marchés extérieurs, néo-colonialisme) et une économie de type transnational (implantation accélérée des multinationales, interdépendance énergétique et technologique, réglementation du marché mondial...), la définition et le rôle de l'institution militaire se sont transformés et diversifiés.

L'armée conserve bien sûr son rôle « traditionnel » que l'on peut résumer en trois points :

voit le remplacement des contrôleurs civils par des militaires. Il fut appliqué en 1973, résultat : 68 morts.

Militarisation de l'espace terrestre et maritime

Dans un domaine un peu différent, l'armée est devenue le plus gros propriétaire foncier de France avec plus de 270 000 hectares, ce qui n'est pas sans influence sur le plan économique en matière d'aménagement du territoire. Ses camps militaires masquent souvent un certain type de sous-développement ou contribuent à donner à des régions un profil économique qui ne profite pas forcément à ceux qui les peuplent : Larzac, Canjuers, Lorraine, Bretagne, etc.

Dans le but d'habituer la population à la présence physique de l'armée et à la collaboration avec elle, d'immenses manœuvres à travers le territoire se multiplient.

Dans le domaine maritime, l'espace des eaux territoriales a été porté à la distance de 100 miles des côtes. Le contrôle est effectué par la Marine Nationale.

L'affectation de défense des travailleurs

Le 13 mai 1958, l'insurrection éclate à Alger. De Gaulle accepte de former le nouveau gouvernement demandant en contre-partie les pleins pouvoirs

pour six mois et une nouvelle constitution. La période des pleins pouvoirs épargnant le contrôle parlementaire, les gaullistes assoient et garantissent leurs pouvoirs en faisant passer plus de 700 textes ayant valeur de lois et traitant de tous les aspects de la vie nationale.

Le 7 janvier 1959 paraît au Journal Officiel l'ordonnance sur l'organisation générale de la Défense. L'ensemble des initiatives de défense est concentré entre les mains du chef de gouvernement. De plus l'ordonnance associe à l'effort militaire toutes les activités nationales qui ont pour objet principal l'accroissement du potentiel militaire de la nation ou de sa capacité de résistance à une action armée. Ainsi, de nombreuses activités civiles sont nécessaires à la Défense. L'ordonnance les répertorie et leur assigne leurs tâches. Le gouvernement peut contrôler en permanence tous les secteurs de la vie du pays qu'il juge nécessaire.

La deuxième idée importante qui préside à la rédaction de l'ordonnance est le caractère permanent de la Défense « en tous temps, en toutes circonstances... ». Ce changement de vocabulaire est caractéristique de l'évolution de la pensée militaire. Le précédent texte qui régissait ce domaine portait comme titre : « L'organisation générale de la Nation pour le temps de guerre ». L'ordonnance de 1959 ne fait même plus la

« La défense nationale n'est pas une spécialité, c'est l'ensemble des activités de la France dans une certaine perspective de sa sauvegarde et de sa survie ».

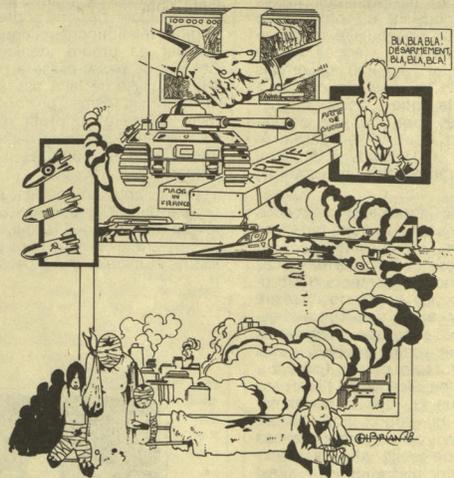
P. Messmer - Novembre 1973

— la sauvegarde des intérêts économiques (présence en Océan Indien, Pacifique, Méditerranée, Afrique Noire).

— la défense par rapport à l'extérieur (stratégie devant trouver sa crédibilité avec la force de dissuasion nucléaire).

— la force d'intervention intérieure (gardes mobiles réprimant les conflits sociaux, soldats remplaçant les grévistes, fichage par la gendarmerie, manœuvres contre l'ennemi intérieur, etc.).

Aujourd'hui, l'appareil militaire n'est plus que dans les casernes mais a envahi le domaine civil par une imbrication sans cesse plus complexe des domaines économiques, politiques et sociaux.



différence entre « temps de guerre » et « temps de paix ». Cela n'implique pas que la guerre soit permanente, mais montre que le dispositif de défense est permanent. Ainsi, suivant les tensions internationales ou intérieures, un ou plusieurs secteurs de l'activité du pays peuvent être mis directement sous direction et responsabilité militaires. Ce texte précise différents degrés dans la mobilisation générale et l'état de guerre.

Dès la proclamation de la mise en garde, le gouvernement dispose de pouvoirs analogues à ceux du temps de guerre, sans avoir à en référer au parlement. La menace imprévue peut tout aussi bien prendre le visage d'un conflit nucléaire que celui d'une grève gênante pour la bonne marche de l'économie et de la politique nationale.

Loi d'exception, l'ordonnance de 1959 inscrit la défense comme un état permanent dans la réalité politique du pays. La division entre militaires et civils n'existe plus, l'ensemble de la population, hommes et femmes, travaillant en permanence à la politique de Défense. A la moindre menace la population est donc soumise à la même autorité et aux mêmes obligations que l'armée. La hiérarchie militaire devient donc la seule autorité reconnue et la juridiction militaire est appliquée à l'ensemble des citoyens. Le moindre gréviste passant ainsi devant les TPFA (Tribunal Permanent des Forces Armées). L'ordonnance de 1959 sert d'appareil anticrise qui permet juridiquement au pouvoir de quadriller le pays entier, contrôler les principaux secteurs d'activité et de s'assurer dans son emploi actuel la soumission de la population.

Contingent Armée de métier

Il faut être conscient de ce que l'armée n'est pas que le contingent et que ce dernier n'est que la caution démocratique de

l'armée. L'armée de métier existe et se renforce.

D'après une étude parue dans le très officiel *Armées d'aujourd'hui*, voici quelques chiffres officiels qui permettent de voir où en est actuellement l'armée de métier en France.

Ces chiffres, datant de 1975, annoncent 311 400 militaires de carrière pour 275 812 appelés. En pourcentages, cela fait 35% de professionnels pour l'armée de terre, 60% pour l'armée de l'air et 80% pour la marine. Les professionnels, bien évidemment, encadrent le contingent, utilisent les moyens militairement efficaces, exercent les responsabilités et contrôlent réellement l'ensemble du dispositif.

Pour une classe de 435 000 individus 29% ne font pas de service (réformés, exemptés, dispensés), 3% font d'autres for-

mes (coopération, gendarmerie, etc.) et 68% sont répartis dans 850 formations. Parmi les derniers cités, seulement 30% d'entre eux reçoivent une véritable formation de combattant et 8% apprennent à se servir d'armes modernes. Le reste du contingent occupe son temps à des tâches subalternes mais nécessaires au bon fonctionnement de l'appareil militaire. De plus, aux côtés de 300 000 militaires professionnels, le pouvoir dispose de 75 000 gendarmes, 30 000 réservistes de la défense opérationnelle du territoire (DOT), 18 000 CRS et plus de 100 000 policiers.

Le service militaire n'a donc aussi bien prendre le travail de conditionnement exercé sur la jeunesse et écarter 300 000 chômeurs en puissance du marché de l'emploi.

L'armée de métier existant déjà, plusieurs partis politiques (RPR-PS) regardent vers la mise en place d'un service civique pour remplacer le rôle du service militaire. La création de ces « chantiers de jeunesse » se ferait sur le dos des objecteurs qui, actuellement, servent de cobayes.

En conclusion

La lutte antimilitariste est une prise de conscience critique de la militarisation croissante de notre société. Nous devons donc nous orienter vers une dénonciation de cette militarisation qui pose le problème du pouvoir. Quelques personnes décident de la vie et de la mort de tous et affinent leur technique pour réprimer toutes manifestations populaires.

La possibilité de créer un vaste mouvement d'opinion doit nous inciter à révéler les aberrations de la militarisation et notre refus de tout embrigadement, qu'il soit civil ou militaire.

Bernard ANDRÉ

Connaître le rapport de forces

Dès lors, il faut poser la question de savoir quel type de révolution nous voulons faire, qui la fera, qui ne la fera pas, et qui fera tout pour qu'elle n'arrive pas.

Quand les militants anarchistes parlent de révolution, ils entendent un mouvement de travailleurs suffisamment massif et offensif, qui, dans une situation historique donnée, peut mettre en danger l'existence même du Capital et de l'Etat en se réappropriant la gestion directe de l'entreprise, l'administration directe des communes, en mettant en place une coordination fédéraliste sans hiérarchie ni Etat.

Dans cette perspective, les militants libertaires se regroupent dans une organisation spécifique (et cela est vrai depuis que la pratique et la pensée anarchistes ont été théorisées) sur laquelle ils s'appuient pour mener une propagande révolutionnaire. Il serait utopique de croire que seuls les militants anarchistes feront la révolution. Un parti politique peut se permettre de penser cela car il s'agit pour lui, non pas de détruire des structures oppressives, mais de changer des têtes à l'intérieur de celles-ci. Dans la mesure où l'anarchisme fait appel au peuple pour faire véritablement la révolution, celui-ci doit automatiquement s'appuyer sur un mouvement de travailleurs révolutionnaires acquis à l'action directe et au communisme libertaire.

Ceux qui s'accommodent de n'importe quelle société et s'installent dans un confort petit-bourgeois, ne feront pas la révolution. Les révolutionnaires devront gagner cette catégorie à leur cause et ils doivent savoir qu'une partie d'entre eux sera par contre gagnée aux idées réactionnaires.

Quand à la question de savoir qui fera tout pour que la révolution ne gagne pas, il est facile d'y répondre puisque c'est une réalité historique que personne ne peut nier : les détenteurs des moyens de production (patrons et toute la hiérarchie sur laquelle ils s'appuient), les détenteurs du pouvoir politique (Etat, gouvernement), les détenteurs du pouvoir moral (église). Et cela est vrai à travers toutes les époques ; qu'il s'agisse d'un système économique de caractère féodal, bourgeois ou technocratique, qu'il s'agisse d'un système politique démocratique bourgeois ou totalitaire, qu'il s'agisse d'une religion chrétienne ou d'une secte Krishna. Toutes les personnes qui ont un capital ou un pouvoir à défendre se batront contre la révolution et pour cela auront recours à une force armée, efficace et organisée.

Pilier du Capital et de l'Etat

Historiquement, et ceci est encore valable de nos jours, l'Etat, pour contrer une contestation, majoritaire ou pas, a besoin d'une structure chargée de « maintenir l'ordre ». Dans notre société, tous ces services sont placés directement sous l'autorité du premier ministre et du chef de l'Etat. Tous les emmerdeurs munis d'une matraque ou d'un carnet de PV, à des niveaux hiérarchiques différents, obéissent à toute une série de chefs dont les services (préfecture, armée, gendarmerie, ministères, DST...) sont étroitement liés. On retrouve à la tête de ces services des hommes dont l'engagement politique à droite n'est pas inconnu, et de surcroît très militants. C'est à eux et aux bandes parallèles (cf. le Sac, les CDR en 68, etc.) que la bourgeoisie

COMMENT DÉFENDRE LA RÉVOLUTION ?

LES problèmes qui se poseront lors d'une période révolutionnaire aux travailleurs, seront multiples et nombreux, aussi bien sur la manière de gérer une entreprise que de développer la gestion directe des quartiers, la défense « matérielle » des acquis et des conquêtes révolutionnaires demande une réflexion approfondie indispensable quand l'affrontement devient décisif et qu'il faut choisir.

Si les militants anarchistes ne font pas la ré-

volution à coups de décrets, ils la préparent en tous cas ; ils poussent les travailleurs et la population en général à prendre directement leurs affaires en main. La révolution, c'est aussi la découverte et/ou la re-découverte de tout ce que le Capital et l'Etat nous a volé, tant dans les responsabilités que nous avons à assumer au long de notre vie quotidienne, que dans notre défense face aux institutions et structures répressives auxquelles nous avons à faire face sortis de nos 8 heures de travail.

... mais organisée...

La révolution espagnole nous offre un schéma radicalement opposé dans la mesure où le peuple va non seulement contrôler de près tout ce qui touche à l'entreprise, au quartier, mais aussi s'affairer à la défense militaire de SA révolution. Dans les milices ouvrières de l'Espagne de 1936, celui qui doit prendre des décisions rapides est d'abord nommé dans les assemblées générales et mandat lui est donné. Rien à voir avec les ordres donnés par les généraux, puisque si ordre il y a, ils sont donnés par les miliciens eux-mêmes. Tout l'aspect hiérarchique est cassé, l'uniforme, les galons n'existent plus ; c'est le peuple qui prend les armes quand il faut les prendre. Et s'il n'y avait pas eu une force pour dénoncer la fumisterie de l'« armée du peuple », en l'occurrence la CNT, on peut dire que la révolution espagnole n'aurait jamais eu lieu. Il faut se souvenir en effet que dès l'annonce du soulèvement de Mola et de Franco, le gouvernement s'est

fera appel et c'est contre eux que les travailleurs révolutionnaires devront se battre sur le terrain économique, politique et militaire.

A l'heure où l'armée de métier devient une nécessité évidente pour tous les Etats modernes, il est complètement utopique de penser qu'une partie de l'armée retournera ses fusils contre ses propres généraux. Alors qu'au début du XX^e siècle l'armée recrutait un personnel non qualifié, ouvrier et paysan, donc plus sensible aux idées révolutionnaires et antimilitaristes, l'armée d'aujourd'hui recrute un personnel qualifié qui passe des années dans des écoles spécifiquement militaires où l'on forme des êtres qui cadrent parfaitement avec l'esprit des bottes et des talons qui claquent. Un homme qui passe sa vie dans l'armée est un homme foutu pour la révolution, qui croit à son rôle et qui utilisera sans vergogne la force qu'il possède. C'est une réalité sociologique qu'on ne peut contester et ici l'aspect de classe n'existe plus ; il existe une caste militaire, solidaire, avec toute une hiérarchie sur laquelle on ne peut compter.

En cela l'Etat s'est parfaitement adapté à son temps. Il possède aujourd'hui une force de répression mise au point et qui peut fonctionner du jour au lendemain. C'est un univers clos dans lequel nul ne peut penser noyauter au risque de s'y faire dénoyauter soi-même.

Une résistance nécessairement violente...

C'est contre toute cette organisation militaire que nous devons nous affronter dans un moment donné. Dans ces moments-là, le débat sur la non-violence, aux forts relents éducationnistes, semble complètement dépassé. Oui, DANS DES MOMENTS DÉCISIFS, le Capital lèvera ses bandes armées contre les travailleurs en lutte. Oui, il faudra riposter avec toutes les horreurs que cela comporte. Et il faut le dire : oui, il y aura des morts d'hommes et de femmes sans doute inutiles, il serait faux et démagogique d'affirmer le contraire. Mais la révolution ne se fait pas avec la fleur aux dents : aux moments d'enthousiasme, de solidarité et de libération succèdent des moments d'angoisse dans lesquels il ne faudra pas perdre son sang-froid.

C'est pour cela que le peuple en lutte doit s'organiser lui aussi pour faire face à l'appareil militaire. Mais s'organiser d'une manière différente et sur ce point l'acquis de la révolution espagnole et les expériences de la révolution de 1917 nous semblent fondamentales.

... non hiérarchique...

En 1917, la défense militaire de la révolution était organisée non pas sous le contrôle direct du peuple mais sous le contrôle d'un parti. Une fois la contre-révolution blanche écrasée, on s'en est pris à l'« ennemi intérieur » comme autrefois le tsar s'en prenait aux bolcheviks, anarchistes et populistes. L'ar-

Pour la révolution, le peuple en armes

Toutes les différences entre l'armée du peuple et le peuple en armes résident en un seul mot : CONTRÔLE. Dans un cas, le peuple s'en remet à une autorité qu'il ne contrôle pas, dans l'autre il prend lui-même ses affaires en main et ne risque pas de se laisser tirer dans le dos par ses « camarades » d'hier.

La défense militaire d'une révolution demandera de notre part encore et toujours plus de réflexion. C'est un des problèmes fondamentaux que se posent tous ceux qui veulent sérieusement réfléchir sur le projet révolutionnaire et qui souhaitent sa réalisation. Aux problèmes d'armée du peuple et de peuple en armes s'ajoutent des questions de stratégie, de guerrilla urbaine que nous ne traiterons pas dans ce journal pour des raisons évidentes.

Mais qu'au moins pour le futur nous sachions exploiter habilement les leçons du passé : qu'une armée du peuple est le meilleur moyen pour tuer une révolution, que le peuple en armes est un des moyens de la sauvegarder.

Pierre BIGORGNE

Quelques événements passés à ne pas rejeter dans les poubelles de l'histoire

A une époque où la société frappe de plus en plus durement ceux qui ne se plient pas à ses obligations, à une époque où les partis politiques « bien pensants » montrent ironiquement du doigt les « irresponsables » antimilitaristes, il m'a semblé intéressant de rappeler brièvement quelques faits qui devraient faire mourir de honte les chauvins imbéciles (voir les prises de position du PC sur la défense nationale, et celles de la CGT sur le fusil français, celui qui massacre en faisant cocoric). Je ne me fais malgré tout pas trop d'illusions quant à la portée de ce texte, le ridicule ne tue plus en France, sinon Kanapa n'aurait pas vécu si longtemps et Hernu aurait déjà eu une attaque.

On peut considérer que l'antimilitarisme remonte à la nuit des temps mais il ne se manifestera dans ses débuts que par des révoltes individuelles épidermiques et non politisées.

— 1810 : apparition de la première chanson populaire antimilitariste, *Le conscrit du Languedoc*, chanson exprimant le désespoir d'un pauvre paysan obligé de quitter sa terre et s'en allant vers une mort certaine. Le climat de l'époque explique aisément ce texte. Après l'apogée, c'est la déchéance, Napo-

léon le « petit caporal paramoïque » est en pleine déconfiture et recrute massivement, de force bien entendu, le quart de la jeunesse, la majorité d'entre eux étant des paysans.

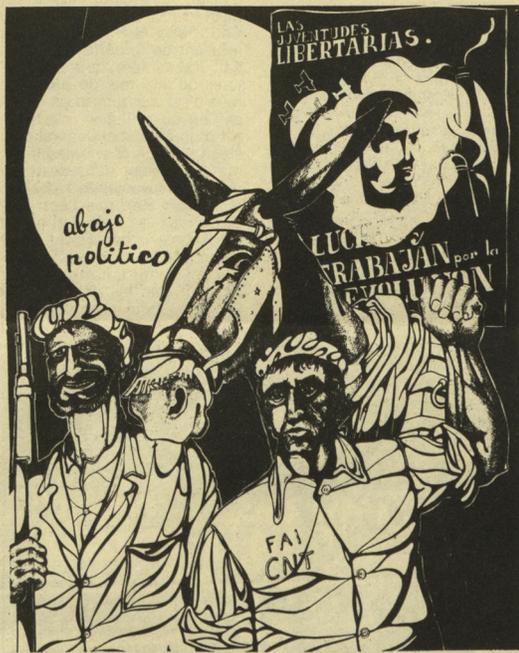
— Sous la Restauration, le régime se « libéralise », le service militaire est basé sur le volontariat et le tirage au sort des affectations avec la possibilité de se faire remplacer moyennant finance (comme vous le voyez le fait n'est pas nouveau et bien que cela se passe différemment de nos jours, ceux qui croient encore que le service militaire est la seule période de la vie où les individus sont traités de manière égalitaire, qu'ils soient bourgeois ou prolétaires, se trompent).

— Dans la deuxième moitié du XIX^e siècle apparaît une nouvelle fonction de l'armée : briser les grèves. Ce sera 1848 où pendant 4 jours, 400 000 insurgés parisiens se batront contre des troupes quatre fois plus nombreuses et des canons. Le peuple subira un nouvel échec en décembre 51.

— Napoléon III dispose alors de trois atouts majeurs : l'adhésion de la bourgeoisie d'affaire, la troupe sur laquelle il peut compter et la passivité des paysans. C'est pour cela que les « rouges » patriotes irréprochables ne s'attaquent pas directement à l'institution militaire, mais se déclarent partisans de milices en remplacement de l'armée de métier.

— En 1866 un conflit armé éclate entre l'Autriche, la Prusse et l'Italie. Le 1^{er} juillet de cette année paraît dans *Le courrier français* une déclaration hostile à la guerre : « A qui ferait-on croire que la guerre puisse jamais devenir l'instrument utile de la révolution et de la délivrance des peuples ?... N'est-ce

(suite page 8)

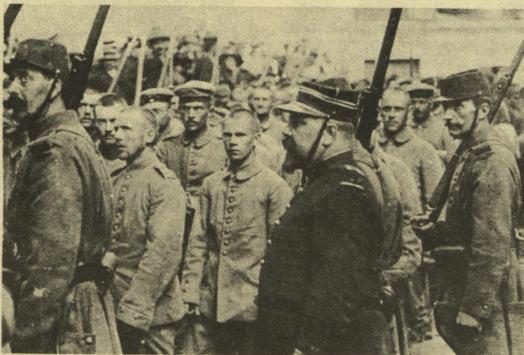


QUELQUES ÉVÈNEMENTS PASSÉS A NE PAS REJETER DANS LES POUBELLES DE L'HISTOIRE

(suite de la page 7)

pas la guerre qui a toujours été le mauvais génie de la démocratie et de la liberté ? ». Rappelons que les futurs communistes Vermorel et Jules Vallès participaient à la rédaction de cet organe de presse.

— La guerre de 70 s'annonce; aussitôt 197 adhérents de l'Internationale publient un appel à leurs frères d'Allemagne et d'Espagne où ils dénoncent énergiquement la guerre : « La guerre c'est le réveil des instincts sauvages et des haines nationales. La guerre c'est l'anéantissement de la richesse générale œuvre de nos labours quotidiens... ». Cet appel reste malheureusement au stade du vœu et dès que la guerre éclate l'ins-



titution militaire n'est plus remise en cause.

— Curieusement la contestation de l'institution militaire paraît au moment de la Commune pour des raisons différentes : trahison et imprévoyance des généraux. On conteste l'armée pour son inefficacité. C'est l'écrasement de la Commune et les représailles sanglantes que l'on sait.

— En juin 1871, Pottier, caché pour échapper aux boureaux versaillais, écrit l'Internationale, le dernier couplet se terminant ainsi : « s'ils s'obstinent ces canibales, à faire de nous des héros, ils sauront bientôt que nos balles sont pour nos propres généraux ! ».

— Après les déportations, les emprisonnements et les exécutions sommaires, le peuple panse ses blessures. Il faudra attendre une dizaine d'années pour que réapparissent des écrits antimilitaristes où l'on parlera davantage de la misère morale du soldat que de la discipline et de la dureté des grades.

— En 1890, Darien publie *Biribi* où il dénonce les atrocités des bagnes militaires. Ce livre a un retentissement énorme et l'ancien ministre de la guerre Leval se sent obligé de se justifier en déclarant que les disciplinaires sont des ivrognes, des brutes et des individus foncièrement mauvais.

— 1894 : l'affaire Dreyfus éclate. Là se manifeste chez les Dreyfusards un antimilitarisme nouveau, qui ne dénonce pas à proprement parler l'armée, mais la justice militaire détachée de la justice civile. En effet, les militaires ne sont pas unanimement convaincus de la culpabilité de Dreyfus mais ils font corps contre l'intrusion des « pékins » dans leurs affaires.

— Le 22 janvier 1898, Jaurès écrit un article dans *La Lanterne* où il défend l'armée telle qu'elle devrait être selon lui : « Aux soldats : on essaie de vous persuader que nous, les socialistes, qui voulons l'émancipation des travailleurs et la vôtre, nous sommes les ennemis de

l'armée, les ennemis de la Patrie! Détestable mensonge... et plus loin... Alors vous serez vraiment l'armée de la France, une de cœur et d'esprit, ardente, invincible, et si la France socialiste, accomplissant son œuvre de justice, arrachant la propriété aux oisifs et la donnant aux travailleurs organisés, attire sur elle les colères de la réaction européenne, tous, ouvriers et paysans, d'un même élan, d'un même souffle, vous défendrez et vous sauverez la France devenue vraiment votre France... ». Sans commentaire!

Profondément pénétrées par les anarchistes, la Fédération des Bourses du Travail puis la C.G.T. commencent une campagne antimilitariste.

nimité la résolution suivante : « Les anarchistes... engagent leurs camarades - et en général tous les hommes aspirant à la liberté - à lutter selon les circonstances et leur tempérament, et par tous les moyens, pour la destruction radicale des instruments de domination ».

— Le 21 juin 1907, les 400 soldats du 17^e régiment d'infanterie cantonné à Béziers mettent crose en l'air et refusent de marcher contre les travailleurs agricoles en grève. Malgré la promesse du commandant promettant l'impunité, ils seront transférés à Gafsa en Tunisie. Il est à noter que la plupart des hommes formant ce régiment ont directement été recrutés dans la région (une chanson de Montéhus immortalisera cet événement : *Gloire au 17^e*)

— 1908 : au congrès CGT de Marseille, il est décidé comme remède à la guerre de déclencher la grève générale révolutionnaire.

— Instauration du sou du soldat, procédé qui consiste à demander cinq centimes à chaque syndiqué pour envoyer aux jeunes soldats afin qu'ils échappent aux souffrances de l'isolement. En leur rappelant bien qu'ils demeurent des travailleurs et pour leur éviter de « commettre le crime de lever contre ses frères de travail, l'arme que lui avait confiée ses ennemis de gloire ».

— 1910 : Louis Lecoin, seul de son régiment, refuse de marcher contre les cheminots en grève. Bilan : 6 mois de prison. Il y retournera de 1913 à 1916 pour actions antimilitaristes en tant que secrétaire de la fédération communiste-anarchiste).

— La guerre de 14-18 commence, face à un patriotisme latent (voir le lamentable discours du secrétaire général de la CGT, Jouhaux, aux obsèques de Jaurès : « ... notre volonté fut toujours d'agrandir les droits populaires, d'élargir le champ des libertés. C'est en harmonie de cette volonté que nous répondons « présent » à l'ordre de mobilisation... Nous serons les soldats de la liberté... Cet idéal nous donnera la possibilité de vaincre... ». L'antimilitarisme demeure en sommeil jusqu'en 1917, seuls les anarchistes continuent péniblement la lutte.

— 1917 : grâce à ses actions d'éclat, le général Nivelle est responsable de 200 000 morts. Cette fois, 30 à 40 000 mutins refusent de retourner au combat. Il est intéressant de constater qu'une fois de plus l'armée n'est pas remise en cause en tant qu'institution, c'est plutôt d'un ras-le-bol général qu'il s'agit. Depuis 3 ans ces hommes se battent dans des conditions épouvantables : charges à la baïonnette, tranchées remplies d'eau, ils ont faim et quand par miracle ils bénéficient d'une permission, le spectacle des civils qui s'amuse et festoyent ne peut que les déprimer davantage. Pétain arrive alors,

remet de l'« ordre », bilan : 3427 soldats passent en conseil de guerre, 629 sont condamnés à mort et 2873 à des peines minimum de 5 ans de

— Le 22 juin 1941, les communistes rentrent définitivement dans le rang des patriotes et se font remarquer depuis par leur surenchère.



travaux forcés (on ne parle pas ici des exécutions sommaires).

— 1918 : depuis la paix de Brest-Litovsk, les troupes alliées qui, au départ, ont été envoyées pour combattre les Allemands, n'y resteront que dans le but d'abattre la révolution communiste. Les bolcheviks et les communistes français entreprennent une campagne intense auprès des militaires. Fin janvier 19, le 58^e régiment d'infanterie envoyé à Tiraspol se replie malgré les ordres. En mars ce sont deux compagnies qui refusent d'obéir à Kherson, en avril même chose à Odessa. Le 17 avril 19, l'équipage du cuirassé France refuse de bombarder les révolutionnaires russes. La mutinerie gagne d'autres navires, André Marty, officier mécanicien, s'y illustrera. Landry, ministre de la Marine, déclare le 22 juillet 1920 : « Les faits ont été d'une extrême gravité... l'autorité des chefs bafouée... Sans doute cette révolte, partout, a été de courte durée... Mais on ne peut s'empêcher de frémir en imaginant les suites qu'elle aurait pu avoir ».

— 1923 : le mot d'ordre officiel de désertion est déjà bien oublié par le PC et les jeunes socialistes qui poursuivent dès lors une propagande indépendante (en 1919, un comité composé de jeunes socialistes, de syndicalistes et d'anarchistes avait lancé aux conscrits : « Ne partez pas ! »). Hélas, les différents errements des partis inféodés à Moscou vont détruire la dynamique antimilitariste pratiquée jusqu'à la 2^e guerre mondiale.

— 1939 : brusque changement d'orientation du PC après le partage de la Pologne entre Hitler et Staline. Il dénonce la guerre entre brigands capitalistes se disputant des territoires et faisant massacrer des peuples. C'est la dissolution du PC, la poursuite des élus et l'arrestation de nombreux militants. De son côté, Louis Lecoin, encore lui, diffuse un tract tiré à 100 000 exemplaires, *Paix immédiate*, signé par nombre d'intellectuels et personnalités qui renieront leur signature après s'être rendus compte du danger encouru. Quant à Lecoin, il retourne en prison jusqu'en 1941.

— Les guerres d'Indochine et d'Algérie ne susciteront pas les grands mouvements de protestation qu'on pouvait attendre. Néanmoins, on peut noter deux événements marquants pour l'Indochine et l'Algérie. L'affaire Henri Martin, engagé volontaire en 1945, subira malgré lui l'indochine où il essaiera de résilier son contrat, puis, n'y parvenant pas, fera de l'agitation contre la guerre. Arrêté pour démoralisation de l'armée et détérioration de matériel, sera condamné à 5 ans de réclusion. Pour l'Algérie, en dehors des nombreux réseaux d'aide au FLN, on peut noter le 5 septembre 60 un manifeste rédigé par 120 intellectuels qui se verront privés de leurs postes, pour les professeurs, et boycottés par la radio-télévision française et les théâtres subventionnés pour les comédiens (le texte s'intitulait : *Déclaration sur le droit à l'insoumission dans la guerre d'Algérie*).

— En 1955, Boris Vian écrit le déserteur. Longtemps interdite, des paroles seront censurées par De Gaulle qui remplace *Mr le Président* par *Messieurs qu'on nomme grands*. Cette chanson connaîtra un succès aux Etats-Unis avec la reprise de la guerre du Vietnam.

— 1962 : Lecoin, toujours lui, entreprend une tournée de la faim de 22 jours (à un âge où Dassault était déjà gâteux) et réussit à faire plier De Gaulle qui libère 28 objecteurs et promet de soumettre au Parlement un statut les reconnaissant. Malgré des débats houleux durant lesquels Debré l'imbécile déclare que « toucher au service militaire c'est toucher au fondement même de la République », le projet est adopté le 22 septembre 1963.

Je n'ai pas parlé de l'appel des Cent ni du Larzac, mais ces événements, avec d'autres, sont récents et n'appartiennent pas encore tout à fait à l'histoire. Il ne s'agissait pas ici de faire un bilan positif ou négatif de l'antimilitarisme mais simplement de rafraîchir la mémoire de certains et de faire découvrir quelques faits ignorés à d'autres.

Quoi qu'il en soit, on s'aperçoit à travers ces lignes que la lutte antimilitariste a toujours existé et qu'elle se poursuit de nos jours. On s'aperçoit également que seuls les anarchistes sont restés fidèles à eux-mêmes et n'ont pas triché avec l'histoire. Nous étions, nous sommes et nous resterons quoi qu'il arrive définitivement opposés à l'armée sous quelque forme qu'elle se présente, et nous soutiendrons toutes les luttes destinées à l'abattre.

Dans une société sans classes ni Etat, sans hiérarchie ni pouvoir, sans sacro-saint profit, l'armée n'aura plus de raison d'être et ne sera plus.

François MARTI



Légitime défense... de quoi ?

CETTE dernière quinzaine, chez tous les commerçants, dans les loges de concierges, sur les marchés, vous pouvez vous glisser furtivement. Immanquablement l'entretien allait bon train : le sujet passionné et passionnel en était « la légitime défense ». Au travers des cris, des mots convaincants et se voulant convaincants, l'unanimité était absolue : tous et toutes étaient prêts et décidés à défendre, et par n'importe quels moyens, non pas tant leur vie (toute vie est éphémère) que « leurs biens ».

On se rappelait des faits plus ou moins récents : par exemple, au début de l'année, le bricolage d'un petit résident du dimanche : son transistor piégé avait tué un homme, avait rendu aveugle un deuxième homme. C'est qu'il avait travaillé, ce garagiste, à la sueur de son front, pour s'ériger une demeure en forêt ! On se remémorait le vieux cinglé, ex-officier de l'armée coloniale, braquant son stingue sur un adolescent venu dans « son jardin » récupérer un ballon. Le jeune garçon fut grièvement blessé. Les propriétaires, petits ou gros, hochaient la tête, approbateurs. Aucune étincelle d'humanité envers les maraudeurs des bois, envers les « voyous » de 13 à 15 ans qui, ayant fait l'école buissonnière, n'avaient pas écouté la grande et précieuse leçon de la morale, laïque autant que chrétienne : le respect du bien d'autrui, ce bien gagné par un rude labeur et dont héritera un rejeton moins enrégé de boulot peut-être, que ne l'était le papa.

Depuis quelques jours, le sujet de la conversation a été délibérément détourné, au seul des immeubles, sur les marchés et dans les boutiques. Les bavures de la police officielle, on connaissait ; mais les bavures infanticides de la « légitime défense », on n'y avait pas songé.

COMITE LEGITIME DEFENSE



UN RELENT DE FASCISME

Pourtant, à Courtenay, dans l'Yonne, un autre garagiste doit en ce moment amèrement réviser son jugement sur les bienfaits de cette légitime défense. Un bruit de pas suspect lui fit croire que « son bien » allait lui être volé. Il tira... atteint sa cible mais celui qu'il prenait pour un brigand était « son » fils, un enfant, qui, ayant soif de nuit, était descendu boire un peu d'eau.

« La propriété c'est le vol », c'est aussi le réflexe ultra-rapide d'appuyer sur la gâchette lorsque l'on croit, à tort ou à raison, « son bien » menacé ; mais quand, incapable de maîtriser ce réflexe de petit ou de grand possédant, on assassine son propre enfant, on n'est plus très sûr de la légitimité d'une telle défense.

La « légitime défense », elle existe aux yeux des anarchistes, mais elle vise des objectifs diamétralement opposés.

Elle est celle de l'incarcéré dans un QHS qui s'évade, fut-ce en tirant, sauvant ainsi son identité humaine menacée.

Elle sera celle surtout de tous les travailleurs, le jour où, renonçant aux petites grèves tournantes à relent de folklore, ils feront la grève générale, reprendront les outils de travail et la terre, biens de tous les hommes et de toutes les femmes, et non de quelques privilégiés. Si les propriétaires, légaux mais illégitimes, des machines et des champs, veulent recouvrer « leurs biens », à l'aide des armées et des États, les grévistes tireront, eux aussi : ce sera la vraie légitime défense. Ce n'est pas leurs propres enfants qu'ils dynamiteront, mais les tenants de l'Exploitation. Les démunis, les exploités, les paumés feront sauter le Capital ou le Parti Unique. Ils seront pour de bon en état de légitime défense. Chacun pourra récupérer et utiliser une parcelle des biens de tous : les fruits de la terre, les services de la terre... et aussi l'enseignement, la science de l'art, etc.

La légitime défense, regardée à travers la lunette du possédant, est aussi inefficace que meurtrière, puisque le jeune fils d'un propriétaire peut en être la victime innocente.

La légitime défense en vue d'une société autre, libertaire cela va de soi, sera meurtrière un temps peut-être : les têtes qui tomberont alors ne seront pas innocentes et ne bénéficieront d'aucune circonstance atténuante.

Marie-Madeleine HERMET

LE FRÈRE GUILLOTIN A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

LE lardin de Guillotin, haut personnage de l'Etat, et qui a nom bourreau, pourrait bien être payé au SMIC dans les jours à venir. Quant à l'entretien de la machine coupe-ciboulot, il pourrait devenir, parallèlement à l'Office des Eaux et Forêts, le service obligatoire des objectifs de conscience.

Eh! oui... puisque, paraît-il, un moyen d'atténuer le côté sordide de la mise à mort en France serait de refuser le budget pour Guillotin et son lugubre valet.

Le fumet des condamnés à mort se répand de par le globe terrestre. On se souvient de la Sévigné faisant du style épistolaire, jugé humoristique, sur l'empoisonneuse, la Monvoisin ou une autre, évaporée en fumée à travers l'atmosphère. A cette époque, le XVII^e siècle, on jouissait, on bandait au spectacle d'une mise à mort « légitime » d'infâmes illégaux, de sorcières ou de sorciers marginaux. Ce n'étaient pas seulement les flammes et le feu ni la magie de leurs couleurs qui provoquaient le spasme hystérique de la foule. C'était la personne brûlée, hurlant, se consumant, se volatilissant.

Un frangin... génial (du moins c'est à lui que l'on attribue cette merveille des inventions) eut l'idée d'un moyen plus humain, propre et net, d'exterminer les contestataires des idées en cours, les contrevenants aux morales établies : la guillotine.

Alain Peyrefitte, qui n'est pas entièrement un imbécile, a utilisé sa parcelle d'intelligence pour mettre à l'ordre du jour, à une date non précisée, un large débat sur la peine de mort, dans l'enceinte de l'Assemblée Nationale. Conjointement, les mass-media « rassurent » les Français qui seraient, dit-on, inquiets pour leur « sécurité ». Tout est mis en œuvre pour les « protéger » ; tout, c'est-à-dire les Quartiers de Haute Sécurité dans les prisons, la restriction des permis de sortie des incarcérés, le renforcement des effectifs policiers. Les chefs d'Etat, d'un clin d'oeil et par fil, se rassurent, eux-aussi, euphémiquement : les extraditions des hors-la-loi vont se légaliser très prochainement. Entre membres de la Communauté, il faut bien se serrer les coudes.

Si par un hasard imprévisible, la masse endoctrinée saisissait que le meurtre légal est le seul vraiment dégueulasse, le rendement sur le sujet aurait des résultats surprenants.

Le meurtre légal, c'est d'abord la guerre, bénie ordinairement par les autorités religieuses, où des hommes qui n'entretenaient aucune haine particulière les uns envers les autres, s'entr'égorgent, tandis que les fauteurs de guerre font du commerce d'armes et festoient joyeusement entre eux.

Le meurtre légal, c'est la condamnation à mort par les préposés à la Justice, c'est-à-dire par ceux qui sont payés pour faire respecter la loi et ne veulent rien savoir d'autre. Les jurés manipulés ne sont pas ou peu en cause. C'est la belle Justice française qui décide, détachant ce pouvoir, de trancher la tête de tel ou telle aux frais des contribuables qui, à défaut de verser leur sang, versent ainsi leur grasse obole à la déesse sécurité.

Que Patrick Henry ait tué salement un gosse, c'est écoeurant, certes. La mort d'un enfant est la chose la plus inadmissible dans le désordre du monde. Pour ce faire, Patrick Henry, n'en déplaise aux experts, était forcément en crise de demi-démence.

Un juge, bien rémunéré, bien dans sa peau de magistrat respecté, et que la mort de tous les petits Philippe laisse indifférent, énonce froidement la sentence. La curetelle veillant, la guillotine est restée au vestiaire.

De toute façon, nous ne pouvons plus accepter le meurtre légal, les budgets pour l'entretien de la machine infernale, pour le salaire du bourreau. Nous ne pouvons plus accepter que des hommes faillibles, assasins en puissance (nous le sommes tous), proclament, du ton glacial de toute loi, dans la mascarade de leurs robes grand guingolesques, qu'un autre homme, si crapuleux qu'il ait été son forfait, doit mourir, la tête tranchée.

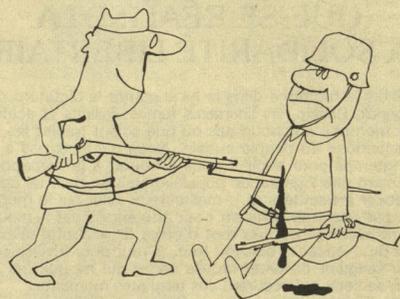
Aucun autre moyen de condamner à mort n'est admissible,

que ce soit la chaise électrique, la pendaison, la mitrailleuse, la chambre à gaz ou la piqure, au nom de la loi. De quelle loi ?

Si jamais notre utopie devenait réalité, si jamais les Français, désintoxiqués de leur frousse, convenaient que la mise à mort légale d'un meurtrier est un meurtre plus répugnant que tout autre, alors le bourreau aurait droit au licenciement économique, conservant (qu'il se rassure) 90% de son salaire, ce qui lui donnerait le temps et les moyens de se recycler dans les Pompes Funèbres!

La guillotine, on l'exposerait, bien scellée, au musée des Horreurs, avec défense à quiconque de l'en déloger.

Marie-Madeleine HERMET



Art. 327 (code pénal) - Il n'y a ni crime ni délit lorsque l'homicide, les blessures étaient ordonnées par la loi et commandés par l'autorité légitime.

La mort d'un camarade

LE 10 juillet de cette année, le corps de Jean-Louis Lin était retrouvé dans la Seine à la hauteur du Pont de Courbevoie. Des témoins déclarent que le corps est resté exposé sur le quai durant 5 heures. Pourquoi ?

Jean-Louis Lin était militant de « Poble d'Or ». Si l'on a pu épiloguer sur les origines des membres fondateurs de ce mouvement, la lecture de leur plateforme ne laisse aucun doute quant à l'évolution de « Poble d'Or » dans le sens du communisme libertaire.

Un comité s'est constitué, qui se propose de faire toute la lumière sur les causes et les circonstances de la mort de Jean-Louis Lin, son adresse : Catherine Deysson, 116, rue Pelleport, Paris 20^e.

Ce comité refuse l'idée du suicide, écarte la possibilité d'un accident et avance quatre hypothèses rendant probable un assassinat.

D'abord, le crime pourrait avoir été commis par un groupe sioniste ou pro-sioniste. En faveur de cette hypothèse, les liens de Lin avec la librairie arabe anciennement rue St-Victor, le soutien apporté par « Poble d'Or » à la cause palestinienne, la mise en cause d'activités de groupes sionistes, et le communiqué du collectif des minorités nationales pour la Palestine signé de son président, Jean-Louis Lin, qui dénonçait, à la suite de l'affaire d'Orly, la collusion des autorités françaises et des milieux pro-israéliens sévissant principalement dans les grands moyens d'information aux mains de la bourgeoisie.

Seconde hypothèse : l'assassinat par un certain Liégeard, agissant peut-être de sa propre initiative. En 1976, J.-L. Lin participe à la dénonciation collective du contrôle et de l'infiltration par les « barbouzes » des mouvements autonomistes ou séparatistes, principalement bretons et occitans. Plusieurs publications, parmi lesquelles *Poble d'Or*, publient un dossier sur ces messieurs, officiers, médecins, avocats, députés, journalistes, aventuriers, truands, hommes de main... anciens d'Algérie, résidus des milieux activistes gaullistes, des réseaux sionistes et des gangs d'extrême-droite.

Le FLB Libération Nationale et Socialisme se veut une scission de gauche du FLB-ARB et est dirigé en 1976 par Liégeard. Curieusement, tous les contacts du FLB-LNS contactent de ce fait la police. Au mois d'avril 78, J.-L. Lin, qui voyage avec un camarade, tombe, par hasard, à la gare de Montpellier, sur Liégeard, qui le menace de mort. Alors, Liégeard aurait-il tué pour se venger d'avoir été dénoncé ? Ou, troisième hypothèse, cette personne ou une autre canaille aurait-elle agi sur l'ordre des services parallèles ? Quatrième supposition : ce camarade est assassiné par un escadron de la mort à la française.

Tout cela n'est pas clair, comme tout ce qui touche à l'exercice du pouvoir d'Etat.

Gr. Emma Goldman

* Le dernier numéro de *Poble d'Or*, entièrement consacré à l'assassinat de J.-L. Linet comportant un important dossier sur sa disparition est disponible à notre local : 51, rue de Lappe - 75 011 PARIS au prix de 4 F.

allemagne

APRÈS DEUX ÉLECTIONS — Les élections aux Landtags de Hesse et de Bavière, qui ont eu lieu respectivement les 8 et 15 octobre, appellent quelques commentaires, bien qu'au premier coup d'œil on enregistre la stabilité du corps électoral.

En Hesse, en dépit des pronostics, le CDU (avec à sa tête Dregger) n'a pu enlever à la coalition SPD-FDP la majorité qu'elle détient et a même perdu 1% des voix. Dregger, en voulant jouer la carte du « libéralisme », a perdu des voix sur sa droite, sans arriver à faire tomber le parti FDP au-dessous des fatigues 5%. Et même à Francfort, ses pertes sont sensibles, le grand perdant étant Wallmann, le maire CDU de la ville. Le parti SPD, éclaboussé il y a deux ans par des scandales financiers, a redressé sa

INFORMATIONS INTERNATIONALES

situation et le parti libéral FDP a évité un échec qui lui eût été fatal. L'extrême-droite NPD, les communistes orthodoxes du DKP, les maoïstes ont péniblement réuni 1% des voix. Et - stupéfaction! - les deux listes écologistes n'ont pu arriver chacune à 1%.

En Bavière, le CSU (plus à droite, si on peut dire, que le CDU) conserve la majorité absolue (60%) tout en perdant 2% par rapport aux élections de 1974. Le parti social-démocrate enregistre un léger progrès. Le parti FDP a pu se maintenir légèrement au-dessus des 5%. Extrême-droite, communistes d'obédience variées et listes vertes ont des résultats comparables à ceux de Hesse. A no-

ter que le NPD (extrême-droite) avait, pour gagner des voix, axé sa campagne sur l'arrêt des implantations de centrales nucléaires, comme le ML l'avait récemment souligné : sans succès visiblement.

Les anarchistes n'attachent pas aux compétitions électorales plus d'importance qu'elles méritent. Mais une remarque paraît nécessaire. Il est évident que le NPD, le DKP, les maoïstes et les listes vertes ont une audience et une influence supérieures aux pourcentages dérisoires obtenus dans ces deux élections. Cette disproportion s'explique par le fait suivant : tout parti qui « tombe » au dessous de 5% est éliminé et ses électeurs voient leurs votes inopérants. Si donc ils estiment que leurs candidats ont peu de chances d'attendre 5% ils préfèrent - comme on dit - voter « utile » et ils votent pour le parti dit de gauche ou dit de droite. Pour les libéraux du FDP il y avait une faible chance de se maintenir au dessus de 5% et les électeurs libéraux ont (sans doute avec hésitation!) voté FDP. Toutes les élections montrent qu'en RFA on assiste à la disparition de tous les petits partis des divers parlements et qu'il ne restera bientôt en présence que deux blocs, d'ailleurs hétérogènes : le CDU-CSU à « droite », le SPD-FDP à « gauche » (?).

On tire de ces élections un autre enseignement. Quand l'extrême-droite parle du péril communiste en RFA, quand l'extrême-gauche et les Jusos dénoncent le péril néo-nazi, ils essaient par ce tapage de se donner de l'importance, mais ils abusent de la naïveté des citoyens. Le danger n'est pas dans l'existence de groupes extrémistes très minoritaires, mais dans le glissement continu des deux blocs (droite et gauche) vers un régime où la police politique prend une importance accrue, où les droits constitutionnels sont mis en veilleuse. Un Etat qui se renforce, qui devient de plus en plus autoritaire : voilà le péril à signaler, sans mêler notre voix aux crieries des patriotes de droite et de gauche qui agi-

tent chez nous l'épouvantail de l'hitlérisme renaissant et de « l'Allemagne de toujours »!

autriche

VIENNE — Il y a quelques temps des élections (l'équivalent des « municipales ») eurent lieu à Vienne et dans la région viennoise. Elles virent une fois de plus le succès de Krensky et des socialistes, cependant la marge de ceux-ci diminue petit à petit : cette fois-ci, la droite réussit encore à enlever quelques sièges en plus. Quand on connaît les scandales dans lesquels sont mêlés étroitement les dirigeants socialistes, ces élections prennent l'allure de « miracle ».

Après ces élections, un référendum, concernant la mise en marche de la première centrale nucléaire autrichienne, est prévu le 5 novembre (comble de précautions : la centrale est située à Zwentendorf, à 25 km en amont de Vienne!). L'information a commencé, les murs de Vienne se couvrent d'affiches « ja » ou « nein ». Si l'affichage peut paraître à peu près équilibré (sans compter le nombre impressionnant de prospectus pro-nucléaires distribués gracieusement dans les boîtes aux lettres par le facteur lui-même!), il semblerait que les antinucléaires autrichiens aient des difficultés pour obtenir un temps d'antenne ainsi qu'un temps à la radio à peu près équitable. D'ailleurs, ceux-ci ont lancé un appel aux antinucléaires de toute l'Europe (pour la France, les Amis de la terre ont été contactés) afin qu'ils organisent une campagne de protestation auprès de l'Etat autrichien pour cette irrégularité.

Comme on peut le voir, l'Etat est prêt à prendre certains « risques » pour justifier le titre de démocratie ou mieux de social-démocratie, mais ces irrégularités nous montrent bien les limites qu'il s'est fixés!

Correspondant en Autriche

belgique

REFERENDUM ANTI-NUCLÉAIRE — 76% des électeurs se sont déplacés, sans y être obligés, pour voter pour ou contre les centrales nucléaires, à Andenne et à Ohey. Le « non » a été massif : 84% à Andenne, 90% à Ohey. Devant cette volonté des habitants, le gouvernement passera-t-il outre ? L'action directe doit appuyer ce vote qui n'est que le préliminaire à une mobilisation de toute la population.

QUAREGNON — Chez Salik, l'autoproduction continue dans l'usine occupée. Le juge des référés a repoussé la prétention de Mr. Salik de reprendre les stocks de tissus dont il estimait être propriétaire. La question de la création d'une coopérative reste en suspens et le débat prévu est renvoyé à la fin octobre : on verra alors si les propositions de la CSC (syndicat chrétien) aboutissent à une véritable autogestion. Attendre trop longtemps briserait l'élan des ouvriers et de la solidarité qui s'est manifestée dans les provinces wallonnes (un peu moins dans le Borinage).

états-unis

ACTION ANTINUCLÉAIRE — Au nord-ouest des USA, en bordure du Canada, l'Etat du Montana n'est certes pas un des Etats les plus peuplés : 750 000 habitants, soit 2 habitants au kilomètre carré! Mais il sera peut-être le premier Etat à se prononcer contre toute centrale nucléaire, si le référendum officiellement organisé le 7 novembre donne la majorité aux « antinucléaires ». Deux groupements ont pris l'initiative de recueillir 8000 signatures, ce qui rend possible le référendum. Les industriels ont engagé de grosses dépenses pour combattre, par tous les moyens dont disposent les « media », une telle initiative. Les deux groupes antinucléaires, de leur côté, se livrent à une campagne active en sillonnant l'Etat, en informant les citoyens par voie de conférences, d'affiches et de films. Signalons qu'il y a encore deux Etats sans centrale nucléaire, mais sans qu'il y ait pour cela une décision formelle de la population.

Appel du Mouvement Libertaire
Cubain en exil
QUE SE RÉALISE LA
LA SOLIDARITÉ LIBERTAIRE

D EPUIS le triomphe dans la lutte contre la dictature de Fulgencio Batista, les libertaires furent vigilants et actifs pour que ce triomphe n'échoue pas ou que soient trahies les véritables aspirations du peuple cubain. Nous n'eûmes pas à attendre longtemps pour avoir à nous affronter à la démagogie de Fidel Castro que l'ignorance populaire était en train de convertir en « leader indiscuté » et... malheureux celui qui le mettait en doute, car cela était suffisant pour être écrasé par la meute enragée et délirante qui, au mot d'ordre de « contre-révolutionnaire » du « leader », balayait tout, le mur pour fusillés étant le témoin sanglant de cette cruelle vérité qui ne quittera pas la pensée de ceux qui vécurent ces tragiques moments.

Dans les premiers temps, le monde n'apportait pas de crédit à notre dénonciation et jusque dans nos propres milieux, on doutait. L'un des nombreux inconvénients que nous eûmes pour que les peuples également furent conditionnés par le verbiage démagogique des porte-parole de la trahison qui se référaient constamment à tout ce qu'il y avait eu de mauvais dans le passé immédiat pour justifier les crimes, la persécution et la terreur qu'on déchaînait sur tout ceux qui ne se subordonnaient pas.

Le nouveau maître parlait contre les gouvernements et gouvernants récemment déposés, contre l'exploitation capitaliste, dénonçait en exagérant à l'infini les abus des autorités et la corruption administrative, la dégradation sociale, enfin usait et abusait des maux et erreurs du passé, taisant toute chose qui aurait pu gêner ce qu'il était en train de mettre en scène.

En même temps, les interminables péroraisons du maître étaient pleines de promesses pour les ouvriers, les paysans et le peuple en général : « la terre au paysan... les usines aux ouvriers... l'abus et les crimes des autorités sont terminés... jamais plus ne se répandra le sang d'un Cubain... Quand un seul Cubain ne sera plus d'accord avec moi, je m'écarterai de la direction de la révolution... Les temps finiront où quelques uns possédaient et les plus nombreux mouraient de faim... nous changerons les casernes en écoles... des armes, pourquoi?... ». Les promesses du tyran étaient de cette nature, qui croissait avec ses mensonges. Ces derniers furent les arguments pour qu'à l'étranger nos moyens soient confondus et l'on accorda pas le moindre crédit à nos informations.

Dix-neuf années ont passé depuis cette époque où l'on doutait de nos vérités. Qu'il eût fallu que tant de sang coule et que se commettent tant d'injustices avant qu'on accepte nos dénonciations, fait vraiment peine. Aujourd'hui seulement les traitres et les esclavagistes doivent élever la voix pour applaudir ou justifier la tyrannie qui subjugué le peuple de Cuba.

Les promesses de la « révolution » sont passées à l'oubli ; le paysan n'a pas de terre parce que l'Etat se l'est appropriée, ce qui est arrivé aussi avec les industries, et l'ouvrier est uniquement un salarié très mal rétribué. L'abus des autorités n'a pas de limites. Loin de ne plus répandre du sang de Cubains, jamais dans notre histoire il ne s'en est répandu autant qu'aujourd'hui. Tout le peuple répudie le tyran mais celui-ci n'abandonne pas le pouvoir. Toutes les écoles inculquent le militarisme et l'enseignement avec l'argument de défendre la révolution. Tout le peuple meurt de faim tandis que les chefs communistes ont de tout, et en trop. On parlait des agressions impérialistes et la « révolution cubaine » déplaçait des soldats en différents pays américains, asiatiques et africains pour renforcer le puissant impérialisme soviétique.

Nous souhaitons qu'il soit temps pour qu'il ne reste personne dans nos milieux qui ne s'unisse pas à nous dans une action solidaire, dans cette bataille pour la liberté.

Hier nous avons donné nos efforts et beaucoup de vies pour la liberté d'autres peuples et nous n'avons jamais refusé notre solidarité aux nôtres, partout dans le monde.

Notre peuple aussi mérite la solidarité libertaire.

Mouvement Libertaire Cubain en exil

* Nous publierons la semaine prochaine la lettre que des prisonniers politiques cubains du secteur de la médecine ont adressée à Amnesty International qui semble tout ignorer des prisons cubaines.

ÇA Y EST ! « LE MONDE LIBERTAIRE » EST ARRIVÉ EN CHINE





Le livre de la semaine
par
Maurice JOYEUX

Karl Marx devant le tribunal révolutionnaire

Les cahiers du Fédéralisme Editeur

La revue des fédéralistes de L'Europe en formation est toujours aussi attrayante et avant même d'en tourner les pages, on est séduit par sa présentation qui fait honneur à l'imprimerie qui fut, dans le passé, autant un art qu'une profession. Cependant son titre, Karl Marx devant le tribunal révolutionnaire, me semble un peu ambitieux. Bien sûr ces fédéralistes se réclament de l'esprit libertaire, mais de nos jours ce n'est plus une audace qui étonne, le moindre « progressiste » accole l'étiquette libertaire à son sigle, à tout hasard, pour voir! Bien sûr ils se réclament de la révolution et ils en ont le droit, mais pourtant la critique qu'ils font de Marx me paraît restée à l'intérieur du court, et même Alexandre Marc prend bien garde que la balle ne sorte pas du jeu. Marx, le ténia du socialisme, l'image est jolie et Alexandre Marc a raison de souligner l'emprunt fait par Marx aux philosophes et aux économistes de son temps. Nous avons souligné dans le numéro de La Rue « Anarchisme et Marxisme » qu'il existait deux Marx, le spéculateur des œuvres de son époque, qui est assurément utile comme rassembleur, et le visionnaire qui s'est radicalement trompé (mais à propos du numéro spécial de La Rue, je voudrais signaler à nos confrères qui ne sont pas anarchistes qu'on peut se le procurer, l'ouvrir sans qu'il n'explose au nez du lecteur). Oui, Alexandre Marc a raison de souligner ce que Marx doit à ses collègues mais il a tort, à mon avis, de croire que l'aliénation a gagné toutes les classes sociales, à moins de passer son analyse à la moulINETTE de la dialectique, ce qui revient à faire dire aux faits ce qu'on désire qu'ils disent. Et il est vrai que depuis L'idéologie allemande jusqu'à La critique des programmes de Gotha et d'Erfurt où il

justifie l'inégalité des revenus par l'inégalité biologique entre les hommes, ce qui est le comble de l'absurdité et revient à additionner des salades avec des lapins, Marx s'est introduit à l'intérieur du système pour, en bon réformiste, le modifier sans le faire éclater. Car la seule différence « fondamentale » entre le capitalisme et le socialisme, c'est la théorie de la différence de revenus entre les hommes et sa suppression quelque soit leur capacité de s'adapter à la conjoncture économique. Toute autre forme de « socialisme » qui laisse en place les inégalités économiques n'est rien d'autre qu'un système de classe adapté aux évolutions nécessaires.

La revue est copieuse et je ne pourrais pas parler de tous les textes qui confrontent Marx à l'économie, à la démocratie où on souligne la responsabilité de Marx et d'Engels dans l'orientation parlementaire du socialisme allemand, du fédéralisme, etc. Un des textes, qui confronte Proudhon à Marx, mériterait qu'on s'y arrête plus longuement comme aussi celui qui se rapporte aux rapports de Marx avec le syndicalisme. On le voit c'est un numéro complet qui n'hésite pas à sacrifier à l'actualité en consacrant quelques pages aux « nouveaux philosophes ». Ceux-ci ont bien de la chance! S'ils n'avaient pas pendant des années raconté avec les communistes les conneries qu'ils condamnent aujourd'hui, pas plus que vous ou moi ils n'auraient droit aux feux de l'actualité. Ah le seigneur nous l'avait bien dit, il y a plus de grâce pour un pécheur...

Je m'aperçois en me relisant que j'ai été un peu grognon, que cela ne vous empêche pas de lire cette excellente revue dirigée par une équipe sympathique.

Théâtre

Jean Rigaux, Bernard Dimey
Denis Wetterwald, Les Vankergueluff

Théâtre de Dix-Heures

Temple de la gaité et de la satire abrite actuellement, pour commencer, un excellent chanteur, Denis Wetterwald. Ce garçon va nous étonner sous peu de temps, bonne diction, chansons au vitriol dans une langue amusante et corrosive, bref des promesses d'un solide talent. Les Vankergueluff sont de méchantes gens de Bruxelles, qui disent beaucoup de mal de notre chère Belgique, mais ils le font avec tant de talent qu'on ne peut que s'en divertir. Le côté tradition de la maison est respecté avec le fils Rigaux, pardon nous sommes non dans le bel canto, mais dans le monde chansonnier : Il était une fois la déconne est le titre proposé par ce pourfendeur du bon sens. Messieurs les têtes d'œufs qui nous gouvernent sont gentiment analysés et Jean Rigaux leur donne moult conseils de modestie. Ici, sur l'intime tréteaux des « Dix heures », nous retrouvons le comédien que nous vîmes, jadis, à la « Comédie Mondaine » s'adaptant à tous les emplois. Dans cette petite salle il se confesse et c'est amusant et... merveilleux.

Avant lui, un Falstaff de Montmartre, j'ai nommé le poète... Bernard Dimey, nous conte ses états d'âme avec un talent émouvant. Les Invalides et La crucifixion font découvrir un barde païen de notre temps. A part Brel et Brassens, je ne crois pas avoir encore entendu un homme vider son sac avec tant de franchise. Le poète Dimey n'évolue pas toujours dans la gaillardise, il sait, quand il veut, devenir un ciseleur. Alors, écoutez-le raconter Les enfants de Louxor, vous aurez une véritable approche avec la Poésie.

Francis AGRY

LA RUE N° 25 — NUMÉRO SPÉCIAL

« Les pénétrations policières dans le milieu ouvrier »

En vente à Publico

Prix : 15 F

LE BOUILLONNEMENT DE CULTURES

LA dialectique hégélienne (« thèse » et « antithèse ») écrasées par le marteau-pilon de la « synthèse » nous dirait que face à un fait, l'individu a tout d'abord une attitude objective, qui consiste à analyser le fait observé dans son intégralité, puis une attitude subjective, qui consiste à commenter le fait en fonction d'une idéologie. Tout cela étant dépassé par un moyen terme quasi-géométriquement calculé.

Cette mode tenace (ne retrouve-t-on pas l'obligation scolaire en philosophie d'adopter cette dialectique irréelle ?), ce credo dogmatique (les socialistes marxistes l'injectent dans tous les domaines culturels au point que c'est, en dialectique, le passe-partout de base pour tout aspirant militant), ce schéma grossier d'analyse a trouvé, en son temps, un destructeur d'envergure en la personne de Proudhon.

Le principe général de la pensée prouhonienne est que la vérité n'est pas une mais multiple. Une proposition s'intègre dans un réseau de termes antagonistes à la fois incompatibles et nécessairement liés. Antagonismes qui ne sont pas contradictoires, car ils désignent des relations de complémentarité à l'intérieur d'un système qui les rend nécessaires.

En un mot, l'originalité de la dialectique prouhonienne réside dans la critique de la notion de dépassement et dans l'abandon des synthèses de type hégélien. Cela dit, il ne faut pas se leurrer, et nous sommes forcés de constater que le schéma hégélien est communément adopté (même quelquefois chez certains libertaires), parce qu'il est synonyme de facilité intellectuelle.

Il existe, d'une part, une tendance marxienne à considérer les choses, les événements et les hommes en catégories nettement tranchées, répertoriées, classées, étiquetées. Il existe, d'autre part, surtout dans l'esprit des humanistes, une tendance manichéenne qui vise à partager le monde et les idées en bien et en mal.

L'action conjuguée de ces deux tendances (particulièrement manifeste dans les chapelles d'extrême-gauche, véritables patronages prosélytiques encadrés par de véritables curés apostoliques) conduit à globaliser et à uniformiser la particularité et la diversité.

Il en est ainsi de la culture.

Considérer la culture comme un bloc un et indivisible, c'est lui conférer un caractère inaliénable et totalitaire.

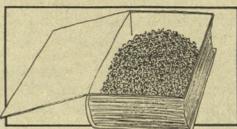
Pour preuve, il y a l'Allemagne hitlérienne qui, après l'élimination physique des milieux intellectuels, a été passée systématiquement au rouleau compresseur dans tous les domaines de la culture (architecture, littérature, musique, cinéma, sport, etc.). Par l'intermédiaire d'une propagande massive des stéréotypes nationaux-socialistes, le grappin idéologique est mis sur toutes les activités intellectuelles. A ce titre, la télévision aurait été un outil précieux pour les services de propagande hitlériens. L'entreprise de récupération destinée à instiller dans chaque cerveau une pensée, un goût, un comportement compatibles avec la doctrine officielle, a été gigantesque.

La production intellectuelle individuelle, pratiquement incontrôlable, peut rapidement devenir subversive et dangereuse si on la laisse en liberté. Les procès des dissidents, qu'ils soient soviétiques ou autres, sont à ce titre exemplaires. De même, avec une logique kafkaïenne, la répression psychiatrique s'abat

sur les a-normaux, c'est-à-dire ceux qui sortent des normes admises par la masse (car combien les masses sont-elles aisément manipulables et manipulées!).

Il est remarquable que la Chine populaire (amie du Chah d'Iran, des crapules galonnées qui exercent leurs sinistres fonctions au Chili et en Argentine, des bouchers sanglants du Cambodge, etc.) emploie, sur le plan culturel, la méthode nazie.

Qui n'a eu l'occasion de voir ces effarantes manifestations de masse, style Nuremberg, dans les stades chinois où chaque homme, pion minable, machin anonyme, contribue à dessiner les faciès de Marx et de sa descendance et qui, au coup de sifflet, modifie ce dessin pour représenter le Grand Timonier à la barre de cette angoissante galère.



L'URSS, avec ses parades militaires colossales fêtant chaque anniversaire de la pseudo-révolution d'Octobre, n'a rien à envier aux défilés Waffen SS dans Berlin pour la fête du NSDAP. En outre, les goulags, où les opposants meurent lentement dans des conditions atroces, rappellent sinistrement les camps d'extermination nazis.

Incontestablement, la culture envisagée comme un monolithique indivis est une arme de répression à l'usage de tyrannies fascistes.

Ce que les autoritaristes affirmés et confirmés, qui sont à mettre dans un même sac du point de vue culturel, c'est-à-dire les fascistes et les marxistes, omettent de voir, c'est que la culture est un système complexe indissociable de l'homme. Fabriquer, de toute pièce, une seule et unique culture, que l'on impose par la force, c'est nier le lien intime qui existe entre la culture et l'individu, la culture et la communauté. C'est nier l'évidence à des fins coercitives, sous le couvert d'une fausse doctrine émancipatrice. C'est renforcer l'autorité.

Organiquement liée à l'homme, la culture, par ricochet, est en osmose intégrale et en relation permanente avec la vie. Or les êtres vivants sont tout le contraire de l'uniformité et de l'unidimensionnalité. Lorsqu'il y a coagulation, arrêt, déséquilibre, dysharmonie, il y a état morbide pouvant déboucher sur la mort.

La culture est un phénomène évolutif, diversifié à l'extrême, aux dimensions multiples et aux interpénétrations inextricables.

Il existe autant de « sub-cultures » que de paramètres autour desquels elles s'articulent. Or ces paramètres, influences déterminantes, sont légions : le milieu social, l'âge, le sexe, la profession, le passé récent ou lointain, le pays, la province, le village ou le quartier, les activités extra-professionnelles, les coutumes, les idéologies, le langage, etc.

On peut même dire que chaque groupe humain développe sa propre culture. Dans un groupe d'amis, on utilise un certain nombre de mots et de stéréotypes, un code qui devient inadapté dans un autre milieu où les communications, les échanges s'établissent à partir d'autres signaux « culturels ».

C'est dire la multi-dimensionnalité du phénomène culturel.

Parler, par exemple, de culture de classe est nettement insuffisant pour essayer de cerner l'ensemble des événements et productions intellectuelles, artistiques et sociaux d'un groupe déterminé. Certes la classe sociale influe, mais cette influence varie en fonction du champ d'interpénétration culturelle et même, en fonction de l'époque.

Dans le domaine de l'esprit, les instantanés, qui reflètent une réalité éphémère, ne peuvent fournir que des clichés faussant l'analyse et engendrant des lieux communs.

Par le fait même de sa position au sein de plusieurs groupes humains, l'individu est la confluence de toute une série de courants culturels divers, parfois sans relation les uns avec les autres. Et cette situation originale est l'un des éléments déterminants du caractère d'unicité de chaque individu. Effectivement, chacun développe inconsciemment une « micro-culture » spécifique aussi bien qu'évolutive.

De même qu'il existe une interaction culturelle entre les groupes sociaux, de même entre les individus il existe des influences, des échanges et des enrichissements de chaque propre « micro-culture ».

On le voit, il faut indéniablement abandonner la facilité de la généralisation outrancière et de l'analyse caricaturale du type hégélien. Facilité qui peut, de surcroît, devenir éminemment dangereuse : à l'armée ne dit-on pas « Je ne veux voir qu'une seule tête! » Etre un simplificateur, c'est en fait être capable de devenir un bourreau.

Toute idée de « mono-culture », que celle-ci soit intensive (en régime totalitaire) ou extensive (en régime libéral avancé), est à rejeter catégoriquement.

La dimension de l'homme et des communautés est pluridirectionnelle, car c'est ce qui montre indubitablement la justesse de la pensée libertaire et qui annonce inéluctablement une ère d'anarchie.

Joëlle TOMASINI
Bernard APPY



CINÉ-CLUB
DU 19 JUILLET

7, rue du Muguet
Bordeaux

Samedi 4 novembre

AQUIRRE,
LA COLÈRE DE DIEU
de Werner Herzog

En 1560, une expédition espagnole à la recherche de l'Eldorado : de l' inutilité... et l'heure où renaissent fascisme et racisme. Aguirre est un passionnant prototype de film politique clair, populaire et efficace.

Samedi 18 novembre

SEPT MORTS SUR
ORDONNANCE
de Jacques Rouffio

Le talent opposé à l'institution héréditaire du pouvoir médical, la déshumanisation du malade... un film à débattre.

A chaque séance, un court-métrage et un reportage vidéo abondant différents thèmes touchant Bordeaux et sa région, seront projetés.

L'Anarchie et l'évolution (3)

LES HOMMES ET LES FEMMES
EUX AUSSI ÉVOLUENT !...

Nous sommes dans cette situation qu'on peut caractériser de façon simple. La génération qui est la nôtre veut conserver l'acquis social forgé par cent cinquante ans de lutte, et l'évolution économique ne le permet plus. Pour se continuer, la société capitaliste doit conserver le minimum acceptable et se borner à cela. C'est ce que tente de faire M. Barre, tout au moins pendant la période nécessaire au redéploiement de l'économie. Mais pour le militant révolutionnaire qui veut changer la société, le problème est le même. Il s'agit pour lui de proposer un cadre qui protège la différence entre les hommes et il ne peut protéger la différence biologique qu'en refusant d'établir une hiérarchie entre ces différences. Car une hiérarchie entre les facultés qui déterminent un être humain et qui le différencient de l'autre conduit à leur donner une « note » qui se traduit par une hiérarchie économique et qui par conséquent continue ou rétablit les bases d'une société de classes et c'est à ce danger que le communisme russe n'a pas su échapper. C'est donc en conservant l'acquis social ou en lui fournissant une équivalence que le mouvement révolutionnaire peut convaincre les hommes à transformer une société qui, de toute manière, est en train de crever et dont personne, actuellement, ne sait ce qui lui succédera.

A partir de cet instant, je veux très nettement poser ce que je considère comme le problème essentiel. Ce pays compte cinquante millions d'être humains. Leurs conditions d'existence est une condition de classe c'est certain. Mais la population a été intégrée au système à partir de l'instant où le déploiement de l'industrie a étroitement lié le producteur et le consommateur. Dans nos pays occidentaux, un équilibre s'est établi qui a permis de faire reculer la misère et d'assurer, en général, une existence décente aux populations. Et ces populations ont considéré comme légitime cette garantie que leur offrait une société certes injuste, contraignante, moralement condamnable. Lorsque cet « équilibre » risquait d'être remis en question, le système a eu recours à la guerre pour trouver un nouvel équilibre. Cet acquis, la sécurité, est aujourd'hui inaliénable. Et aucun des « héritiers présomptifs » du système capitaliste n'ont de chances de transformer l'économie avec l'aide ou plutôt avec la neutralité bienveillante de la population, si cette population n'a pas la certitude que la transformation proposée lui garantit sa sécurité. Et la crédibilité de cette population dans son avenir, passe par la logique de l'organisation, de la production et de la distribution, des échanges. La déclaration péremptoire qui s'arc-boute sur la justice, la raison, les sentiments moraux, n'est qu'un adjuvant à cette question où perce l'inquiétude : comment une société libertaire dont personne ne conteste la haute moralité, parviendra-t-elle à coordonner les efforts de tous. C'est ça la vraie et la seule question!

Naturellement, de nombreux théoriciens libertaires nous ont enseignés que l'anarchie était un ordre, l'ordre naturel! Mais pour l'homme imbibé par une économie et une morale de classe, tout ce qui rompt avec l'ordre particulier, artificiel de la société où il vit lui paraît inconcevable. Et la bourgeoisie qui connaît bien cet automatisme

PLAQUER un idéal, aussi beau soit-il, sur une société, sans essayer de comprendre les mouvements qui la projettent dans l'histoire, est un acte gratuit dont le seul résultat pratique est de se donner bonne conscience! Toutes les propositions théoriques, tous les projets économiques, toutes les perspectives d'évolution sociale, religieuse, morale, partent de l'être, qui n'est plus, s'il l'a jamais été, la créature nue qui, dans les premiers temps, s'offrait à une nature vierge qui allait l'imprégner et qu'il essaiera de modifier. Malgré des tonnes de bonne ou de mauvaise littérature, nous ne savons pas les raisons de la différence entre les hommes, sinon que cette différence est leur jardin secret et que tous leurs efforts vont tendre à la protéger.

de l'homme aliéné, a fait un sort au terme « anarchie » pour condamner ce qui la remet en question. Cependant Stirner lui-même, théoricien de l'« égoïsme », affirme que c'est l'organisation des travailleurs débarrassés de l'exploitation de classe, qui permettra à cet « égoïsme » de se manifester sans dommage pour autrui. Car dans une société ce n'est pas « l'égoïsme » originel qui est dangereux, mais sa juxtaposition avec des hiérarchies économiques et d'autorité qui confère aux différences naturelles des différences matérielles qui constituent des classes.

puissant, ce qui est « bien » ou ce qui est « mal »! Ce n'est pas vrai!

Même si une fraction de cette jeunesse désire aller vers la nature pour jouer aux boy-scouts, la grosse majorité des hommes, qui ne refuse peut-être pas une transformation matérielle, qui mettrait leurs actes en accord avec leur conscience, désirent des garanties! Peut-être pas de posséder tous les objets que le système offre à leurs désirs pour le peu qu'ils aient le moyen ou l'espoir d'avoir les moyens de les posséder, mais des équivalences qui leur donnent l'impression de changer et non

Mais si le mystère biologique reste entier malgré les travaux sur l'hérédité, nous savons aujourd'hui que les différentes formes d'organisation dont l'homme se dotera pour rendre sa survie moins pénible, vont le marquer profondément. Nous ne savons pas comment se transmet une faculté comme l'intelligence, mais nous savons bien comment se transmet l'expérience acquise au cours des siècles. Une génération part d'un acquis, qu'elle va essayer d'amplifier ou de modifier, ce qui produit une situation de tension. Et c'est à l'instant où les forces, qui sont obligatoirement des forces d'un passé même récent, résistent que la situation devient révolutionnaire et que la condition de l'homme est remise en question.

ment de résistance, sera dans l'avenir le groupe de production et de répartition, base de réorganisation sociale nous dit la charte d'Amiens.

Nous sommes là sur un terrain solide, palpable, crédible, difficile cependant par la confusion qu'on fait entre l'organisation qui n'est rien d'autre qu'un outil et les hommes qui, après se l'être approprié, s'en servent à des fins propres. Les réserves des travailleurs envers l'organisation syndicale ne touchent pas à ses structures horizontales ou verticales qui forment le cadre de toute l'activité humaine y compris l'acti-



Photo : Christophe CHICLET

Si la prise de conscience de l'importance de l'entreprise dans le monde où nous vivons est essentielle, la proposition d'organisation à partir du socialisme libertaire ne l'est pas moins. Pour ma part, je pense que l'ajustement de notre proposition économique basée sur la production, la distribution et les besoins que ressent la population, la nôtre, pas celle des temps anciens ou celle du troisième millénaire, est indispensable et que le succès de notre propagande en dépend.

Je connais, naturellement, les réticences que peut inspirer mon propos qui sort des chemins battus. Ceux en particulier d'une jeunesse « politisée ou dépolitisée » comme on voudra. Celle-ci rejette tout contrat et se berce de l'illusion que chacun construira à sa manière son petit univers anarchiste particulier, à sa mesure, loin de toute contrainte, et que la somme des particularités de ce type pourvoieront aux besoins de tous, c'est-à-dire aux besoins déterminés par de petits groupes chargés au nom de la morale de décider, à travers un tumulte rafraîchissant mais im-

pas de régresser. Et dans ce domaine nous sommes mûrs pour une réorientation de la production.

Ce qui est important pour un anarchiste c'est de laisser l'homme intact et on ne protégera pas l'homme de l'aliénation si on ne règle pas les problèmes matériels de la production et de la distribution, qui est la « corvée » indispensable à toute société libertaire ou pas. Organiser, ou plutôt pour ne fâcher personne, harmoniser une société, fut-elle libertaire, nécessite l'abandon « durable » de sa liberté le temps d'un « contrat ». Pierre Bernard, dont on vient de rééditer deux ouvrages, l'avait bien compris et il nous a enseigné qu'au contrat d'entreprise s'ajoutaient des contrats de branche industrielle et inter-professionnelles, contrats négociés à l'échelle de l'entreprise, de la profession, de la société. C'est naturellement le projet d'organisation proposé depuis le congrès de Bâle en 1869 par tous ceux qui se sont réclamés de l'anarchisme et qui fait du syndicalisme « aujourd'hui groupe-

ment intellectuelle, mais les hommes qui s'en servent.

L'anarchisme peut être une règle de vie proposée aux citoyens comme nous l'ont prouvé certains nombre de théoriciens individualistes. A cet instant elle se contente d'accompagner l'effort des hommes en conjurant les excès de la société par des préceptes moraux. Elle verse de l'huile dans les rouages, mais le plus généralement elle condamne au nom du droit, de la justice, de la raison. Comme toutes les forces intellectuelles qui se tiennent au-dessus de la mêlée, elle se contente de jouer les Cassandra! Elle est philosophie et sa philosophie se heurte à la société économique de classe. C'est le pot de fer contre le pot de terre. Elle rejoint alors tous les idéalistes rédempteurs et c'est tout naturellement que le « cinquième Évangile » vient s'ajouter aux quatre premiers, sans modifier en rien le cours des choses, car il est bien connu que les évangiles d'où qu'elles viennent donnent seulement bonne conscience à ceux qui les prêchent.

L'anarchisme révolutionnaire, lui, est inaliénable dans ses principes fondamentaux. Il ne corrige pas l'homme issu de cette société de classes et qui est obligé de vivre dans le cadre de cette société. Il l'informe de sa condition, il lui propose de briser cette société, il lui fait connaître son projet, une organisation différente d'où seraient bannies l'autorité et les hiérarchies économiques, il propose un moyen de lutte révolutionnaire qui n'a rien de dogmatique, qui n'est pas un principe inaliénable, mais qui prend la forme qu'impose l'évolution de la société. Il assume la société à travers son caractère technique, scientifique, social, mais il rejette toutes les hiérarchies.

Les femmes et les hommes ont évolué et évolueront au rythme des connaissances, et c'est à ces hommes et à ces femmes que nous devons parler le langage de la vérité, le langage de notre temps. Nous devons marcher avec eux sans nous laisser distancer, sachant bien que les structures s'inscrivent dans la conjoncture, que ce sont les nécessités qui les imposent et que le problème du mouvement anarchiste consiste à leur conserver un caractère anti-autoritaire et anti-hiérarchique. La civilisation s'agence autour de la production, c'est donc dans l'entreprise qu'il faut introduire l'anarchie, c'est-à-dire l'organisation basée sur un contrat entre tous ceux qui participent à son développement d'où sont bannis les hiérarchies de salaire, les hiérarchies d'autorité. Ce contrat, celui que Proudhon proposait il y a cent cinquante ans, est toujours valable à condition qu'il soit scrupuleusement respecté par ses signataires. Seul ce contrat est crédible parce qu'il engage un groupe de citoyens pour une tâche et pour un temps définis.

Seul le contrat peut garantir la continuité de la production, c'est-à-dire assurer la production et la distribution dans les instants difficiles où les économies se transforment.

Les femmes et les hommes de notre époque sont différents de ceux qui découvrirent le mouvement libertaire au siècle dernier. Ils ont acquis la connaissance et ils savent bien que le système économique qui les exploite, n'est pas le seul système possible pour une économie même développée, mais ils savent aussi la complexité et la fragilité des structures d'économie et d'échange. Ils ne veulent pas d'une économie qui relève de la poésie ou du gadget. Certes les hommes ne vivent pas seulement de pain, mais sans pain ils meurent et avec eux meurent les inspirations idéalistes.

Le socialisme libertaire a de tous temps inscrit sa proposition d'organisation d'une économie de type anarchiste dans le cadre des connaissances de son époque. Et ce fut particulièrement vrai pour Proudhon et pour Kropotkine. Nous devons suivre leur exemple. Il ne s'agit pas de répéter à satiété ce qu'ils nous ont dit sur les structures d'une société libertaire, celles-ci correspondaient alors à une situation qui n'est plus la même aujourd'hui, mais d'inscrire nos propositions dans la société de notre temps, et en plaçant l'anarchie inaliénable dans le sens de l'évolution économique, technique, scientifique et sociale qui caractérise cette fin de siècle.

Maurice JOYEUX